



GROUPE NUMEN

24, rue Marc Séguin
75018 PARIS

Comptes consolidés au 31 mars 2023

Sommaire

	Pages
Bilan consolidé actif	1
Bilan consolidé passif	2
Compte de résultat consolidé	3
Tableaux des flux de trésorerie	4
Annexe aux comptes consolidés	6

GROUPE NUMEN : BILAN CONSOLIDE

en milliers d'€uros

ACTIF	31.03.2023	31.03.2022
Immobilisations incorporelles		
. Ecart d'acquisition	234	474
. Brevets, licences	3 330	3 700
. Autres immobilisations incorporelles	118	118
Immobilisations corporelles		
. Terrains, constructions	1 685	1 846
. Autres immobilisations corporelles	3 692	4 234
. Avances et immobilisations en cours	78	220
Immobilisations financières		
. Titres de participation		
. Autres titres immobilisés		
. Autres immobilisations financières	1 406	1 472
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 543	12 065
Stocks	4 980	4 377
Créances clients	11 683	11 724
Autres créances et comptes de régul.		
. Créances d'exploitation diverses	1 284	1 900
. Impôts différés actifs	2 125	2 427
. Charges constatées d'avance	1 465	1 534
Valeurs mobilières de placement	8 128	8 039
Disponibilités	4 701	12 638
TOTAL ACTIF CIRCULANT	34 366	42 639
TOTAL ACTIF	44 909	54 703

GROUPE NUMEN : BILAN CONSOLIDE

en milliers d'€uros

P A S S I F	31.03.2023	31.03.2022
Capital social	4 130	4 064
Réserves consolidées part du Groupe	17 056	21 041
Résultat consolidé part du Groupe	-3 933	-3 864
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	17 253	21 241
Réserves consolidées part des minoritaires		
Résultat consolidé part des minoritaires		
INTERETS MINORITAIRES		
Provisions pour risques et charges	1 997	3 760
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 997	3 760
Dettes financières		
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 375	10 124
. Dettes sur crédit bail	786	816
. Dettes financières diverses	1	5
TOTAL DETTES FINANCIERES	9 162	10 945
Dettes d'exploitation		
. Dettes sur immobilisations	45	288
. Dettes fournisseurs	7 749	8 253
. Dettes fiscales et sociales	5 371	6 784
. Autres dettes d'exploitation	2 268	2 242
. Produits constatés d'avance	1 064	1 190
TOTAL DETTES D'EXPLOITATION	16 498	18 757
TOTAL PASSIF	44 909	54 703

GRUPE NUMEN : COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros

COMPTE DE RESULTAT	31.03.2023	31.03.2022
Chiffre d'affaires	47 976	45 226
Production stockée et immobilisée	681	262
Reprise de provisions et transferts de charges	1 200	1 239
Autres produits	232	495
PRODUITS D'EXPLOITATION	50 090	47 222
Consommation de matières premières, marchandises	5 741	4 803
Autres achats et charges externes	20 088	16 444
Impôts et taxes	776	749
Salaires	17 239	17 948
Charges sociales	5 973	6 540
Dotations aux amortissements	2 868	3 118
Dotations aux provisions	66	53
Autres charges	125	77
CHARGES D'EXPLOITATION	52 877	49 731
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS DES ECARTS D'ACQUISITION	(2 787)	(2 509)
Amortissements des écarts d'acquisition	(240)	(239)
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES AMORTISSEMENTS DES ECARTS D'ACQUISITION	(3 027)	(2 748)
Charges et produits financiers	20	457
Charges et produits exceptionnels	(624)	(1 502)
Impôts sur les résultats	(301)	(71)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	(3 933)	(3 864)
Quote-part dans les résultats des sociétés en équivalence		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-3 933	-3 864
Part des minoritaires		
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	(3 933)	(3 864)
RESULTAT PAR ACTION	-14,52 €	-14,50 €
RESULTAT DILUE PAR ACTION	-14,52 €	-14,50 €

GROUPE NUMEN : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
en milliers d'euros

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		31.03.2023	31.03.2022
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>			
<i>Résultat net des sociétés intégrées</i>		-3 933	-3 864
<i>Eliminations des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
		1 915	4 082
- Amortissements et provisions		1 542	4 005
- Variation des impôts différés		113	-46
- Plus values de cessions		259	123
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		-2 005	218
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-1 922	-1 953
	<i>Besoins</i>	<i>Dégagements</i>	
- Stocks et en cours	607		
- Clients		31	
- Autres créances		687	
- Fournisseurs	502		
- Autres dettes	1 532		
Totaux	2 641	719	
Flux net de trésorerie générés par l'activité		-3 927	-1 735
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>			
Acquisitions d'immobilisations		-1 941	-2 205
Cessions d'immobilisations		68	21
Incidence des variations de périmètre			
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-1 873	-2 184
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-1	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentation de capital en numéraire ou réduction de capital			
Variation sur emprunts		-2 026	1 326
Acquisition d'actions propres			
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		-2 026	1 362
Incidence de la variation du taux de change		-5	-7
<u>VARIATION DE LA TRESORERIE</u>		-7 831	-2 564
Trésorerie d'ouverture		20 666	23 229
Trésorerie de clôture (note 4.6)		12 834	20 666
Variation de la trésorerie		-7 831	-2 564

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023**
(En milliers d'euros)

Sommaire

1. Evénements significatifs de l'exercice	4
2. Périmètre et méthodes de consolidation	5
2.1 Périmètre de consolidation	5
2.2 Méthodes de consolidation	6
2.3 Modalités retenues	6
3. Principes et méthodes comptables	7
3.1 Ecart d'acquisition	7
3.2 Immobilisations incorporelles	7
3.3 Immobilisations corporelles	7
3.4 Immobilisations financières	8
3.5 Stocks	8
3.6 Impôts différés	8
3.7 Trésorerie	8
3.8 Produits et charges exceptionnels	8
3.9 Engagements de retraite	8
3.10 Résultats par action	10
3.11 Variation de périmètre	10
4. Notes sur le bilan	10
4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles	10
Ecart d'acquisition	12
4.2 Immobilisations financières	13
4.3 Stocks	13
4.4 Créances clients	14
4.5 Autres créances d'exploitation	14
4.6 Trésorerie	15
4.7 Impôts différés	15
4.8 Variation des capitaux propres consolidés	16
4.9 Provisions pour risques et charges	18
4.10 Emprunts et dettes financières	19
4.11 Autres dettes	19
5. Notes sur le compte de résultat	20
5.1 Chiffre d'affaires	20

5.2	Résultat financier	21
5.3	Résultat exceptionnel	22
5.4	Impôts sur les bénéfices	23
5.5	Passage des résultats sociaux au résultat consolidé	24
6.	Autres informations	24
6.1	Effectifs	24
6.2	Engagements	25
6.2.1	Engagements hors bilan	25
6.3	Périmètre d'intégration fiscale	25
6.4	Honoraires de commissaires aux comptes	25
7.	Evénements postérieurs à la clôture.....	26
8.	Rémunération des dirigeants.....	26

Les comptes consolidés sont établis et présentés conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985, de son décret d'application du 17 février 1986 et du nouveau règlement ANC 2020-01.

Ces comptes sont également établis en tenant compte de l'avis n°2006-E du 6 décembre 2006 du Comité d'urgence du CNC, relatif aux mesures transitoires de comptabilisation des parts de marché dans les comptes consolidés.

Les comptes consolidés, ainsi que les éléments de l'annexe, sont présentés en milliers d'€uros.

1. Evénements significatifs de l'exercice

Restructuration des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac :

Le groupe Numen a procédé à la fermeture des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac et a transféré les productions sur les sites de Carquefou et de Dijon. La société limite ainsi la dégradation de son résultat d'exploitation ce qui permet de sauvegarder sa compétitivité.

Le Comité Social et Economique ayant été informé le 4 mars 2022, une provision pour restructuration avait été comptabilisée à hauteur de 1 273 225 € au 31/03/2022.

Cette provision a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 1 187 079 € sur l'exercice ; Reste donc un solde 86 148 € correspondant pour 78 517 € à de la formation et pour 7 630 € à des frais de reclassement.

Les dépenses liées à la sous-activité ont été reclassées en charges exceptionnelles pour 232 317 €

Le stock de pièces détachées des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac pour un total de 130 850 € a également été passé en charges exceptionnelles.

2. Périmètre et méthodes de consolidation

2.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

Société	Siège	Pays	Activité	N° Siren	% Intérêt	% Contrôle	Mode de consolidation
Numen SA	Paris (75)	FR	Holding	383 270 402	100.00%	100.00%	Int. globale
ICV SAS	Beaumont le Roger (27)	FR	Imprimerie	303 939 912	100.00%	100.00%	Int. globale
Les Granges d'Ambazac SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	Société Immobilière	313 812 489	100.00%	100.00%	Int. globale
Darré l'Eglise SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	Société immobilière	304 102 783	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Services SAS	Chambray les Tours (37)	FR	Traitement de données	781 621 644	100.00%	100.00%	Int. globale
Satel-Cidel SAS	Carquefou (44)	FR	Traitement de données	322 480 138	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Marketing SAS	Paris (75)	FR	Moyens de paiement	521 370 536	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Europe SA	Contern	LU	Traitement de données	B49686	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Madagascar SA	Antananarivo	MA	Traitement de données	2003 B 00965	100.00%	100.00%	Int. globale
Arinaina SCI	Antananarivo	MA	Société Immobilière	2006 D 00002	100.00%	100.00%	Int. globale

L'ensemble des sociétés consolidées arrête ses comptes au 31 mars 2023, à l'exception des sociétés civiles immobilières clôturant au 31 décembre 2022. Aucun retraitement n'a été effectué sur le compte de résultat, dans la mesure où la date de clôture n'est pas antérieure de plus de trois mois et qu'aucune opération significative n'a été recensée du 1er janvier au 31 mars 2023.

2.2 Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

2.3 Modalités retenues

- Les transactions et résultats internes entre les sociétés intégrées sont éliminés.
- L'incidence sur les comptes des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale est éliminée (amortissements dérogatoires).
- Les locations-financements sont retraitées en immobilisations et dettes financières. Les incidences sur les exercices antérieurs ont été portées en réserves.
- Les impôts différés sont calculés, société par société, pour :
 - Toutes les différences temporaires apparaissant entre le résultat comptable consolidé et le résultat fiscal,
 - Les retraitements de consolidation et l'élimination des opérations internes à l'ensemble consolidé.
- Les soldes d'impôt actif résultant des déficits reportables ne sont comptabilisés qu'en cas de forte probabilité d'imputation.

Méthodes de conversion : Les états financiers des sociétés étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire la monnaie locale.

Les comptes de gestion de Numen Madagascar et de la SCI Arinaina ont été convertis au taux moyen de 4 357.23 Ariary pour 1 euro contre un taux de 4 522.77 Ariary pour 1 euro l'exercice précédent.

Les comptes de bilan de Numen Madagascar et de la SCI Arinaina ont été convertis au taux au 31 mars 2023 de 4 697.45 Ariary pour 1 euro contre un taux de 4 428.91 Ariary pour 1 euro l'exercice précédent.

La devise fonctionnelle du Groupe est l'euro qui est également retenue comme devise de présentation des comptes consolidés.

Le Groupe applique la méthode du taux de clôture pour la conversion des comptes de ses filiales :

- Les actifs et les passifs en devises de fonctionnement autres que l'euro sont convertis aux cours de clôture, à l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont utilisés, et les éléments du compte de résultat aux cours moyens de l'exercice ;
- La différence de conversion qui en résulte est comptabilisée directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

3. Principes et méthodes comptables

Les règles comptables utilisées par le Groupe pour les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

A compter de l'exercice clos le 31 mars 2023, la société applique de manière obligatoire le règlement ANC n°2020-01 du 9 octobre 2020 qui abroge le règlement n°99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, et ses règlements modificatifs.

Les principales modifications qui résultent de la mise en œuvre de ce règlement pour les comptes consolidés de Numen se limitent aux changements de présentation ci-après :

- Incorporation des écarts d'acquisition dans les immobilisations incorporelles,
- Création de deux résultats d'exploitation, l'un avant les amortissements et les dépréciations des écarts d'acquisition et, l'autre après ces charges.

L'entrée en vigueur de ce règlement n'a pas d'incidence significative sur les états financiers du groupe.

3.1 Ecarts d'acquisition

A la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, la différence constatée entre le coût d'acquisition de ses titres et la valeur des actifs et passifs acquis est inscrite à l'actif du bilan au poste « écarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement en fonction des hypothèses d'investissement, sauf lorsque les circonstances motivent un mode d'amortissement ou une durée inférieure.

3.2 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis en linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

La valeur des parts de marché est suivie à la clôture de chaque exercice et font l'objet éventuellement d'un test de dépréciation basé sur l'évaluation d'un expert indépendant. Elles sont, le cas échéant, dépréciées, pour tenir compte de leurs valeurs actuelles à la date de clôture de l'exercice.

3.3 Immobilisations corporelles

Les durées d'amortissement pratiquées par le Groupe sont les suivantes :

Constructions	15 à 25 ans	Linéaire
Agencements - Installations	5 à 10 ans	Linéaire
Installations techniques - Matériels	3 à 10 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans	Linéaire

Les dotations linéaires et dégressives aux amortissements représentatives de la durée d'utilisation sont maintenues dans les comptes consolidés.

3.4 Immobilisations financières

Le poste concerne notamment d'autres immobilisations financières (titres immobilisés, dépôts et cautionnements, prêts).

Une dépréciation est constituée si la valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à la valeur comptable.

3.5 Stocks

Les stocks de matières premières sont valorisés suivant la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis sont valorisés en prenant en considération le prix de vente auquel est appliqué un coefficient d'abattement représentant la marge commerciale, les frais de distribution et les frais financiers.

Au vu de la politique de stock toujours en mouvement, il n'a pas été passée de dépréciation du stock.

3.6 Impôts différés

À la suite de la loi de finances 2018 prévoyant une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés, le taux d'impôt différé a été porté à 25% de façon générale.

Sur l'entité Numen Madagascar un taux de 10 % a été retenu.

3.7 Trésorerie

Le Groupe NUMEN définit la trésorerie comme l'ensemble des liquidités en comptes courants bancaires et en placements de trésorerie sans risque, sous déduction des découverts bancaires.

3.8 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

3.9 Engagements de retraite

Les engagements du Groupe en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des Unités de crédits projetés (PBO) tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans chacune des sociétés, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31 mars 2023 s'élève à 2 245 K€ (charges sociales incluses).

Au cours de l'exercice 2001/2002, le Groupe a souscrit, dans la plupart des sociétés, une police d'assurance pour couvrir ces engagements en matière de retraite. Aucun versement n'a été effectué sur l'exercice. Les engagements non couverts par les assurances s'élèvent à 1 747 K€ au 31 mars 2023. Ces engagements ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes consolidés.

A ces engagements, il faut ajouter ceux relatifs à la société ex Numen Digital qui ont été constatés dans les comptes sociaux pour 133 K€.

Le montant total des engagements se porte ainsi à 1 880 K€.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Année de calcul : Du 01/04/22 au 31/03/23
- Taux d'actualisation : 3 %
- Revalorisation des salaires : 2.50 %
- Type de départ : A l'initiative du salarié
- Age de départ : Age auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 par sexe
- Table de mobilité : Taux décroissants en fonction de l'âge
- Méthode de calcul : Unités de Crédit Projetés (BPO)
- Convention collective :
ICV : Imprimerie de Labeur
Pour le reste du groupe : SYNTEC

3.10 Résultats par action

Ces résultats sont déterminés par référence à l'avis n° 27 de l'OEC. Les résultats par action sont calculés sur le résultat net, part du groupe.

3.11 Variation de périmètre

Néant

4. Notes sur le bilan

4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe est présentée dans le tableau ci-dessous :

Valeurs brutes	31.03.2022	Variation périmètre	Entrées	Sorties (1)	Ecart conversion	31.03.2023
Incorporelles ⁽²⁾	22 432		820	667	- 20	22 565
Corporelles ⁽²⁾	44 689		896	3 307	- 100	42 178
Corporelles en crédit-bail	5 947		260	122		6 086
TOTAL	73 067	-	1 977	4 096	- 120	70 828

Amortissements et dépréciations	31.03.2022	Variation périmètre	Dotations	Sorties	Ecart conversion	31.03.2023
Incorporelles ⁽²⁾	18 614		1 189	667	- 19	19 117
Corporelles ⁽²⁾	39 245		1 367	3 008	- 78	37 527
Corporelles en crédit-bail	5 090		311	122		5 280
TOTAL	62 949	-	2 868	3 796	- 97	61 924

TOTAL VALEURS NETTES	10 118	-	- 891	299	- 24	8 903
-----------------------------	---------------	----------	--------------	------------	-------------	--------------

(1) dont mises aux rebus : 3 634

(2)

Analyse des immobilisations incorporelles

La valeur nette comptable des immobilisations incorporelles affiche une baisse de - 370 K€ (VNC).

Cette dernière fait suite principalement à :

Les dotations aux amortissements des solutions développées en interne chez Numen Services dont les principales s'élèvent à 864 K€ dont voici le détail :

⇒ Doxtreem	: 418 K€
⇒ Numen Extract	: 236 K€
⇒ Smartged	: 82 K€
⇒ Easy Folder Case Manager	: 128 K€

Principales entités impactant les immobilisations incorporelles :

Numen représente 1 404 K€ (soit 43 % de la VNC) et Numen Services 1 536 K€ (soit 47 % de la VNC) des immobilisations incorporelles figurant dans la consolidation.

S'agissant de Satel-Cidel :

À la suite d'un test de dépréciation, la valeur du fonds de commerce a été maintenue à zéro.

Le fonds de commerce (100 K€), racheté en 1997 à « Solutions laser », correspond à une partie de l'activité édition et mise sous plis. L'évaluation du fonds commercial n'a pas mis en évidence de dépréciation à comptabiliser.

Pour donner suite à la modification du code de commerce en juillet 2015, les modalités de comptabilisation des malis de fusion et des fonds commerciaux ont changé. La durée d'utilisation des fonds de commerce est présumée illimitée. En contrepartie de la présomption de durée non limitée du Fonds commercial, l'ANC impose la réalisation d'un test de dépréciation systématique au minimum une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur (art .214-15 du PCG). Dans le cas présent, la durée d'utilisation du fonds est estimée comme étant illimitée. La valeur du fonds au 31 mars 2023 n'a pas été remise en cause par le test de dépréciation effectué.

Analyse des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles nettes représentent 5 451 K€ et affichent une baisse de - 838 K€ depuis la précédente clôture.

Cela s'explique principalement par des mises aux rebuts importantes chez Satel-Cidel pour 3 405 K€ suite à la fermeture des sites de Barbazan-Debat et Ambazac.

Ecarts d'acquisition

Les valeurs brutes et nettes des écarts d'acquisition positifs ont varié comme suit :

	Brut 31.03.2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre (*)	Reclassement	Ecart de conversion	Brut 31.03.2023
NUMEN	36 104						36 104
I.C.V.	1 368						1 368
SATEL	1 341						1 341
NUMEN SERVICES	8 302						8 302
NUMEN MADAGASCAR	204					- 11	193
TOTAL	47 319	-	-			- 11	47 308

	Amortissements au 31.03.2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre (*)	Reclassement	Ecart de conversion	Amortissements au 31.03.2023
NUMEN	35 665	219					35 885
I.C.V.	1 368						1 368
SATEL	1 341						1 341
NUMEN SERVICES	8 302						8 302
NUMEN MADAGASCAR	168	21				- 11	178
TOTAL	46 845	240	-			- 11	47 074

474	TOTAL VALEURS NETTES					234
------------	-----------------------------	--	--	--	--	------------

4.2 Immobilisations financières

Valeurs brutes	31.03.2022	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion	31.03.2023
Autres titres de participation	1 276	-	-	-	-	1 276
Autres titres immobilisés	4	-	0	-	-	4
Autres immobilisations financières	192	-	3	60	- 0	134
TOTAL	1 472	-	3	60	- 0	1 415

Dépréciation	31.03.2022	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	31.03.2023
Autres titres de participation	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	9	-	-	9
TOTAL	-	-	9	-	-	9

TOTAL VALEURS NETTES	1 472	-	- 6	60	- 0	1 406
-----------------------------	--------------	----------	------------	-----------	------------	--------------

4.3 Stocks

Les stocks se décomposent comme suit :

	31.03.2023			31.03.2022		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières et autres approvisionnements	4 052	2	4 050	3 440	3	3 437
Produits intermédiaires et finis	752	-	752	777	-	777
En-cours de production	178	-	178	163	-	163
TOTAL	4 982	2	4 980	4 380	3	4 377

4.4 Créances clients

	31.03.2023	31.03.2022
Clients et comptes rattachés	11 696	11 727
Dépréciation	13	4
Comptes clients nets	11 683	11 724

Les créances clients ayant une échéance supérieure à un an s'élèvent à 15 K€. Ces créances sont dépréciées à 100 %.

4.5 Autres créances d'exploitation

	31.03.2023			31.03.2022		
	Brut	Déprécia- tion	Net	Brut	Déprécia- tion	Net
Personnel	3		3	3		3
Etat	1 011		1 011	1 444		1 444
Débiteurs divers	271		271	453		453
Impôt différé actif	2 125		2 125	2 427		2 427
Charges constatées d'avance	1 465		1 465	1 534		1 534
TOTAL	4 874	-	4 874	5 861	-	5 861

Toutes les autres créances d'exploitation et dettes diverses sont à une échéance inférieure à un an.

4.6 Trésorerie

	31.03.2023	31.03.2022
Valeurs mobilières de placement	8 143	8 039
Disponibilités	4 701	12 638
Provision sur VMP	- 14	-
Total	12 829	20 678

Dans le tableau des flux de trésorerie, le poste trésorerie est déterminé de la façon suivante:

	31.03.2023	31.03.2022
Valeurs mobilières de placement	8 143	8 039
Disponibilités	4 701	12 638
Concours bancaires	- 10	- 12
Total	12 834	20 666

4.7 Impôts différés

Les impôts différés au 31 mars 2023 se décomposent de la manière suivante :

	ID nets	
	Base	Impôt
Décalages temporaires		
Contribution sociale de solidarité	3	1
Effort construction	58	15
Congés payés	61	15
Retraites	133	33
OPCVM	84	21
Activation des déficits	6 615	1 654
Retraitements		
Amort. Dérogatoires	531	- 133
Crédits-bails	9	- 2
Cessions internes	43	- 11
Engagements retraite	- 1 747	437
Ecarts d'évaluation Numen Madagascar (note a)	125	- 13
TOTAL	5 968	2 022

Note a : le taux d'impôt différé retenu pour Madagascar s'élève à 10%.

4.8 Variation des capitaux propres consolidés

Les capitaux propres ont évolué de la façon suivante :

TABLEAU DE VARIATION DE L'EXERCICE DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU GROUPE				
	Capital	Réserves con- solidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres consoli- dés
Situation à la clôture 31.03.2019	4 028	32 758	- 3 397	33 389
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 397	3 397	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		- 1 050		- 1 050
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 669	- 3 669
* Augmentation de capital NUMEN				-
* Ecart de conversion		- 20		- 20
* Autres		- 9		- 9
Situation à la clôture 31.03.2020	4 028	28 282	- 3 669	28 641
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 669	3 669	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		-		-
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 487	- 3 487
* Augmentation de capital NUMEN				-
* Ecart de conversion		- 53		- 53
* Autres		2		2
Situation à la clôture 31.03.2021	4 028	24 562	- 3 487	25 103
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 487	3 487	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		-		-
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 864	- 3 864
* Augmentation de capital NUMEN	37	- 37		-
* Ecart de conversion		3		3
* Autres		-		-
Situation à la clôture 31.03.2022	4 064	21 042	- 3 864	21 242
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 864	3 864	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		-		-
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 933	- 3 933
* Augmentation de capital NUMEN	66	- 66		-
* Ecart de conversion		- 56		- 56
* Autres		-		-
Situation à la clôture 31.03.2023	4 130	17 056	- 3 933	17 253

TABLEAU DE VARIATION DE L'EXERCICE DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DES INTERETS MINORITAIRES			
	Réserves conso- lidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres consolidés
Situation à la clôture 31.03.2019	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2020	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2021	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2022	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2023	-	-	-

4.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges au 31 mars 2023 se décomposent de la manière suivante :

	31.03.2022	Variation périmètre	Dotations	Reprises	31.03.2023	
Provision pour litiges	70	-	-	65	5	(A)
Provision pour contrôle fiscal	25	-	-	-	25	(B)
Provision pour retraite	2 349	-	50	519	1 880	(C)
Provision pour restructuration	1 273	-	-	1 187	86	(D)
Provision pour charges	42	-	-	42	-	
TOTAL	3 760	-	50	1 813	1 997	

(A) Provision pour litige :

Litige de nature sociale pour 5 K€

(B) Provision pour redressement fiscal :

Cette provision concerne intégralement des rappels de charges foncières (CFE et/ou Taxe foncière) à la suite de contrôles fiscaux.

Seule la société Satel-Cidel est concernée.

(C) Provision pour retraite :

La variation de provision est de - 469 K€.

Cette reprise s'explique principalement par la restructuration des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac pour - 354 K€.

Numen Services représente 1 124 K€ sur 1 880 K€ soit 70 %

(D) Provision pour restructuration :

La société SATEL-CIDEL a fermé les sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac et a transféré les productions sur les sites de Carquefou et de Dijon.

Le Comité Social et Economique ayant été informé le 4 mars 2022, une provision pour restructuration avait été comptabilisée au 31/03/2022 à hauteur de 1 273 K€.

Cette provision a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 1 187 079 € sur l'exercice.

Reste donc un solde de 86 148 € correspondant pour 78 517 € à de la formation et pour 7 630 € à des frais de reclassement.

4.10 Emprunts et dettes financières

La répartition des dettes financières par nature et par échéance au 31 mars 2023 est la suivante :

	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Concours bancaires	10	-	-	10
Emprunts bancaires	1 638	6 728	-	8 365
Dettes sur crédit-bail	311	475	-	786
Dettes financières diverses	1			1
TOTAL	1 959	7 202	-	9 162

4.11 Autres dettes

	31.03.2023	31.03.2022
Fournisseurs	7 749	8 253
Personnel	4 469	5 923
Etat	872	830
Impôt différé passif	31	32
Dettes sur immobilisations	45	288
Autres dettes	2 268	2 242
Produits constatés d'avance	1 064	1 190
TOTAL	16 498	18 757

Toutes les dettes d'exploitation et dettes diverses sont à une échéance inférieure à un an.

5. Notes sur le compte de résultat

5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé se décompose de la façon suivante :

<i>Par activité :</i>	31.03.2023	31.03.2022
. Chèques et titres	14 175	15 582
. Editique	9 581	10 252
. Programmes & Cartes	4 945	4 041
. Production Digitale	17 200	13 426
. Edition Logicielle	1 801	1 921
. Divers	274	4
TOTAL	47 976	45 226

Quelques dossiers hybrides ont été reclassés sur l'exercice.

A des fins de comparaison, les mêmes modifications ont été apportées sur le comparatif au 31/03/2022

5.2 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

Total produits financiers	286
▪ Produits nets sur cessions VMP	88
▪ Produits de contrats de capitalisation	96
▪ Escomptes obtenus	11
▪ Gain de change	91
Total charges financières	266
▪ Charges d'intérêt sur emprunts	118
▪ Charges d'intérêt et autres charges financières	52
▪ Perte de change	51
▪ Provisions dépréciation VMP	14
▪ Autres charges financières	31
Soit un résultat financier de :	20

5.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'analyse de la façon suivante :

	31.03.2023
- VNC des éléments cédés	122
- Pénalités, contraventions	65
- Frais de restructuration	1 564
- Indemnités transactionnelles	89
- Majoration de retard	2
- Licenciement pour motif économique	49
- Divers	2
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 894
- Prix de cession des immobilisations cédées	8
- Reprise provision restructuration	1 252
- Divers	10
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 270
TOTAL	- 624

5.4 Impôts sur les bénéfices

L'impact de l'impôt sur les bénéfices se traduit par une charge nette de - 301 K€ qui se décompose de la façon suivante :

Charge d'impôt exigible	5
Charge d'impôt différé	- 306
TOTAL	- 301 K€

La preuve d'impôt est la suivante :

Résultat comptable avant impôt	- 3 632	
Charge d'impôt théorique	908	
Crédits d'impôts	92	
Utilisation de déficits non activés précédemment	85	
Déficits fiscaux non activés	- 506	
Autres impôts	- 7	
Impact des retraitements de consolidation	- 60	
Différentiel de taux à l'étranger	- 10	
Impact du report variable – changement de taux	0	
Différences permanentes	- 803	
Charge d'impôt effective	- 301	

5.5 Passage des résultats sociaux au résultat consolidé

Résultats sociaux des sociétés	- 3 640
Retraitement des crédits-bails	- 21
Retraitement des amortissements dérogatoires	- 189
Engagements retraite	475
Amortissement Goodwill	- 240
Impôts différés	- 306
Neutralisation plus-value interne	185
Résultat des sociétés transparentes	- 134
Annulation des loyers intercos du 1 ^{er} trimestre 2023	- 63
Résultat de l'exercice	- 3 933

6. Autres informations

6.1 Effectifs

Au cours de l'exercice 2022/2023, l'effectif moyen (y compris l'intérim) du Groupe se décompose de la façon suivante :

	31.03.2023	31.03.2022
Cadres :	178	183
Agents de maîtrise :	51	49
Employés et ouvriers :	528	550
TOTAL	757	782

	31.03.2023	31.03.2022
Charges de personnel	23 213	24 488
Intérim	3 827	1 012
TOTAL	27 039	25 500

6.2 Engagements

6.2.1 Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dettes garanties par des sûretés réelles	2 663
Intérêts sur emprunts	515

Engagements reçus

Garantie de l'Etat sur les PGE	6 961
--------------------------------	-------

6.3 Périmètre d'intégration fiscale

Le périmètre d'intégration fiscale se présente comme suit :

Tête de groupe : Numen

Sociétés membres : Numen Marketing, ICV, Satel-Cidel et Numen Services.

6.4 Honoraires de commissaires aux comptes

La charge des honoraires des commissaires aux comptes est répartie de la façon suivante :

Sociétés	31.03.2023
Numen	42 664
Numen Services	24 210
Satel-Cidel	24 103
ICV	10 458
Numen Europe	17 852
Numen Madagascar	5 393

7. Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers au 31 mars 2023 du Groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité des sociétés du Groupe à poursuivre leur exploitation.

8. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait à donner des indications de rémunérations individuelles.

NUMEN

24 Rue Marc Séguin

75018 PARIS 18E

Comptes au 31/03/2023

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2023	31/03/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 209 784	802 968	406 816	557 834
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	513 830	374 849	138 981	147 519
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	32 368 714	17 476 759	14 891 955	14 891 955
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	140		140	
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 850		5 850	61 550
ACTIF IMMOBILISE	34 098 318	18 654 575	15 443 743	15 658 858
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	378 700		378 700	673 756
Autres créances	7 694 523		7 694 523	6 141 213
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	8 142 661	14 217	8 128 444	8 039 334
Disponibilités	3 840 035		3 840 035	11 776 552
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	410 210		410 210	412 859
ACTIF CIRCULANT	20 466 130	14 217	20 451 913	27 043 714
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	54 564 448	18 668 792	35 895 656	42 702 572

Bilan - Passif

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 4 130 132)	4 130 132	4 064 466
Primes d'émission, de fusion, d'apport	68 926	68 926
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 351 000	1 351 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	19 568 971	19 568 971
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	20 237 885	20 303 552
Report à nouveau	-21 878 415	-18 886 628
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 749 441	-2 991 788
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	428 706	428 706
CAPITAUX PROPRES	21 157 764	23 907 205
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		42 492
Provisions pour charges		
PROVISIONS		42 492
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 956 708	9 253 234
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	5 812 195	8 139 154
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	219 807	507 079
Dettes fiscales et sociales	663 251	821 665
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 975	31 743
Autres dettes	78 956	
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	14 737 892	18 752 875
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	35 895 656	42 702 572

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/03/2023	31/03/2022
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 095 819	831 922	4 927 741	5 334 294
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 095 819	831 922	4 927 741	5 334 294
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			85 687	252 302
Autres produits			21 057	7 774
PRODUITS D'EXPLOITATION			5 034 485	5 594 370
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 161 116	2 184 623
Impôts, taxes et versements assimilés			68 039	84 627
Salaires et traitements			1 624 069	1 816 655
Charges sociales			766 312	1 098 717
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			214 906	219 720
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				42 492
Autres charges			18 394	18 024
CHARGES D'EXPLOITATION			4 852 837	5 464 857
RESULTAT D'EXPLOITATION			181 648	129 513
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			596	394 278
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			221 692	83 410
Autres intérêts et produits assimilés			184 802	246 237
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				138 456
Différences positives de change			1	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				465 511
PRODUITS FINANCIERS			407 091	1 327 892
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			14 217	
Intérêts et charges assimilées			3 193 118	4 097 718
Différences négatives de change				6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			3 207 335	4 097 724
RESULTAT FINANCIER			-2 800 244	-2 769 832
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-2 618 596	-2 640 319

Compte de résultat

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 000	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 000	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	140 845	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		351 468
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	140 845	351 468
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-130 845	-351 468
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	5 451 576	6 922 262
TOTAL DES CHARGES	8 201 017	9 914 049
BENEFICE OU PERTE	-2 749 441	-2 991 788

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes ont été établis conformément au référentiel comptable de l'ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de règle et méthode comptables

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu, par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

AMORTISSEMENTS

Depuis le 1er janvier 2017, L'article 32, I-6° de la loi de finances supprime la faculté offerte aux entreprises d'amortir sur une période de douze mois les dépenses d'acquisition de logiciels inscrites à l'actif immobilisé. Cette mesure s'applique aux logiciels acquis au cours des exercices ouverts depuis le 1er janvier 2017.

Règles et méthodes comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations corporelles & incorporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Logiciels	3 ans L	1 à 3 ans L
Constructions et aménagements	15 à 25 ans L	15 à 25 ans L
Matériels industriels	3 à 10 ans L	3 à 10 ans L ou D
Agencements et installations générales	5 à 10 ans L	5 à 10 ans L
Matériel de transport	4 ans L	4 ans L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L	3 à 5 ans L ou D
Mobilier	10 ans L	10 ans L

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation et les valeurs mobilières de placements sont valorisés au coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à leur valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée à chaque clôture sur la base de différents critères, dont la valeur de marché, la valeur d'utilité sur les flux de trésorerie prévisionnels actualisés et les capitaux propres réévalués.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La société comptabilise des provisions pour risques et charges si nécessaire. Le montant à provisionner est déterminé après l'analyse de chaque dossier.

INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1er avril 2010, la société NUMEN est la tête de groupe.

La méthode de la répartition de la charge globale d'impôt du groupe retenue est celle de la neutralité, chaque filiale a constaté dans ses comptes une charge d'impôt sur les sociétés analogue à celle qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

La constatation de cet impôt a été inscrite dans un compte-courant.

L'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale sont identiques.

L'économie d'impôt du groupe a été intégralement imputée à la société NUMEN.

Pendant la période d'intégration fiscale, la convention précise qu'il n'y a aucune indemnisation des filiales intégrées.

De même, lors de la sortie du groupe d'une filiale intégrée, les déficits et les moins-values transmises à la société mère ne sont plus utilisables par celle-ci.

Règles et méthodes comptables

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La société NUMEN a souscrit un contrat d'assurance pour couvrir les indemnités de fin de carrière.

Ces engagements s'élèvent au 31/03/23 à 134 495 € charges sociales comprises au taux de 44.66 % et ne sont pas couverts.

Le calcul des indemnités s'est effectué sur les bases suivantes :

- Année de calcul : Du 01/04/2022 au 31/03/2023
- Taux d'actualisation : 3 %
- Revalorisation des salaires : 2.50 %
- Type de départ : A l'initiative du salarié
- Age de départ : Age auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 par sexe
- Table de mobilité : Taux décroissants en fonction de l'âge
- Méthode de calcul : Unités de Crédit Projetés (PBO)
- Convention collective : SYNTEC

CENTRALISATION AUTOMATIQUE DE TRESORERIE

Une convention de centralisation automatique de trésorerie a été conclue au niveau du groupe entre le groupe Numen et la BNP Paribas. Cette convention applicable depuis le 1er mars 2006 consiste pour Numen, société centralisatrice, à avancer ou recevoir des fonds de ses filiales afin d'optimiser la gestion de trésorerie au niveau du groupe.

Les conditions de rémunération au niveau du groupe sont les suivantes :

- Avances de Numen à ses filiales : Au taux Euribor 3 mois + 0.5 points
- Avances des filiales à Numen : Au taux Euribor 3 mois.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Abandons de créances :

La société Numen a consenti en faveur de :

- Numen Services : Un abandon de créance avec clause de retour à meilleur fortune d'un montant de 3 000 000 €.

Liquidité et continuité d'exploitation :

Prêts garantis par l'Etat :

Parmi les différentes mesures mises en place par le gouvernement, la société Numen SA avait bénéficié de deux prêts garantis par l'Etat ;

- Prêt de 4 460 000 € de avril et mai 2020 :
Reste dû au 31/03/2023 la somme de 3 577 848 €
- Prêt de 4 100 000 € de mars 2022 :
Il bénéficie de deux années de franchise puis sera amorti sur une durée de 4 ans.

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers au 31 mars 2023 du Groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité des sociétés du Groupe à poursuivre leur exploitation.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés sur l'exercice à 42 664 €.

DETTE GARANTIE PAR DES SURETES RELLES :

Banques	Montant initial	Solde	Type
BPO	800 000	9 524	Nantissement contrat de capitalisation
	800 000	9 524	

ENGAGEMENTS DONNES AUX FILIALES :

Sociétés	Banques	Montant initial	Solde	Type
Numen Services	BNP Paribas	405 000	69 168	Caution personnelle et solidaire
Numen Services	Caisse d'Epargne	443 000	142 617	Caution personnelle et solidaire
Numen Services	Palatine	402 500	93 497	Caution personnelle et solidaire
Numen Services	Xerox Financial Services	142 557	114 046	Colocation solidaire
Numen Services	Xerox Financial Services	155 520	139 968	Colocation solidaire
Satel-Cidel	BNP Paribas	286 160	14 772	Caution personnelle et solidaire
Satel-Cidel	BNP Paribas	210 000	64 595	Caution personnelle et solidaire
Satel-Cidel	BNP Paribas	376 000	172 863	Caution personnelle et solidaire
	Total	2 420 737	811 526	

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains	1 209 784		
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	9 905		1 676
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	666 400		53 675
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	676 304		55 351
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	32 368 714		
Autres titres immobilisés			140
Prêts et autres immobilisations financières	61 550		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32 430 264		140
TOTAL GENERAL	34 316 353		55 491

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains			1 209 784	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers		9 905	1 676	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		207 920	512 154	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		217 825	513 830	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			32 368 714	
Autres titres immobilisés			140	
Prêts et autres immobilisations financières		55 700	5 850	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		55 700	32 374 704	
TOTAL GENERAL		273 525	34 098 318	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	651 951	151 018		802 968
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	651 951	151 018		802 968
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 905	56	9 905	56
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	518 881	63 832	207 920	374 792
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	528 785	63 888	217 825	374 849
TOTAL GENERAL	1 180 736	214 906	217 825	1 177 817

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	428 706			428 706
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	428 706			428 706
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer			42 492	
Autres provisions pour risques et charges	42 492			
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	42 492		42 492	
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	17 476 759			17 476 759
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations		14 217		14 217
DEPRECIATIONS	17 476 759	14 217		17 490 976
TOTAL GENERAL	17 947 957	14 217	42 492	17 919 682
Dotations et reprises d'exploitation			42 492	
Dotations et reprises financières		14 217		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts			5 850	
Autres immobilisations financières	5 850			
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	378 700	378 700		
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux				
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	141 741	141 741		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	18 673	18 673		
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses				
Groupe et associés	7 478 232	7 478 232		
Débiteurs divers	55 877	55 877		
Charges constatées d'avance	410 210	410 210		
TOTAL GENERAL	8 489 284	8 483 434	5 850	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				
ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 847	2 847		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	7 953 861	1 298 308	6 655 554	
Emprunts et dettes financières divers	5 812 195	5 812 195		
Fournisseurs et comptes rattachés	219 807	219 807		
Personnel et comptes rattachés	299 756	299 756		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	271 725	271 725		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	65 736	65 736		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	26 034	26 034		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 975	6 975		
Groupe et associés				
Autres dettes	78 956	78 956		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	14 737 892	8 082 338	6 655 554	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	56 541			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 350 696			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	270 819			15,2505
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		23 907 205
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		23 907 205
Variations en cours d'exercice		En plus
	En moins	En plus
Variations du capital		65 667
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	65 667	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	2 749 441	
	SOLDE	2 749 441
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		21 157 763

NUMEN SA - Engagements hors bilan 31-03-2023

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	3 021 011
Cautiion donnée par La Poste pour couvrir le risque sur les avances de trésorerie liées aux affranchissements	2 500 000
Intérêts sur emprunts	511 487
Afin de garantir les emprunts auprès des banques suivantes :	
- Banque Populaire : 800 000 € souscrit le 26/10/2015	9 524
Contrat de capitalisation auprès de l'assureur GENERALI Luxembourg N° 1203000126 géré par SINFONI souscrit le 07/03/2012 Le montant de l'en-cours s'élève au 31/03/2023 à 7 796 530,89 €.	
Autres engagements reçus	(41 750 130)
Garantie de l'Etat PGE 1 (avril/mai 2020) - solde au 31/03/2023	(3 220 063)
Garantie de l'Etat PGE 2 (mars 2022) - solde au 31/03/2023	(3 740 886)
Abandons de créances Numen Services	(28 370 000)
Abandons de créances Numen Europe	(4 919 180)
Abandons de créances Numen Marketing	(1 500 000)
TOTAL	(38 729 118)

Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
Numen Services - 12 route du Saint Laurent 37170 Chambray-Lès-Tours	1 086 870 597 902	100	16 108 759 363 000	5 010 994	25 589 691 -566 289
Sate-Cidel - 15 rue Agéna 44470 Carquefou	5 130 000 11 349 021	100	13 481 989 13 250 989		11 533 226 -122 883
Numen Marketing - 24, rue Marc Seguin 75018 Paris	585 000 159 405	100	1 500 000	690 658	5 024 451 -205 320
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
NEFER - 22 rue des ombres 27930 Normanville	8 010 000 8 058 199	15	1 276 288		25 000 10 728
AUTRES PARTICIPATIONS					

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	15	
Agents de maîtrise, techniciens		
Employés	1	
Le personnel à disposition de l'entreprise correspond au personnel intérimaire.		
TOTAL	16	

Charges à payer

Compte	Libellé	31/03/2023	31/03/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168840	Int.courus s/emprunt établt.crédit	11 065,00	12 880,00	-1 815,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		11 065,00	12 880,00	-1 815,00
DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	Fournisseurs - fres non parvenues	94 760,78	157 514,20	-62 753,42
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		94 760,78	157 514,20	-62 753,42
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
428200	Dettes provisions congés à payer	149 669,00	143 348,00	6 321,00
428210	Provision 13ème mois	21 552,00	23 134,00	-1 582,00
428220	Provision RTT	7 253,00	7 393,00	-140,00
428260	Provision autre prime	119 750,00	144 333,00	-24 583,00
428600	Personnel - autres charges à payer	1 531,70	37 715,24	-36 183,54
438200	Org. sociaux - Charges sur CP	66 599,00	61 637,00	4 962,00
438600	Charges sociales - charges à payer	51 689,00	10 000,00	41 689,00
438700	Charges sociales - pdts à recevoir		-1 135,19	1 135,19
438810	Prov chg 13ème mois	9 587,00	9 946,00	-359,00
438820	Prov chg RTT	3 223,00	3 176,00	47,00
438860	Prov chg autres primes	53 289,00	62 063,00	-8 774,00
448600	Etat - autres charges à payer	9 974,69	28 088,78	-18 114,09
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		494 117,39	529 698,83	-35 581,44
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	Intérêts courus à payer	2 846,58	3 401,83	-555,25
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		2 846,58	3 401,83	-555,25
TOTAL CHARGES A PAYER		602 789,75	703 494,86	-100 705,11
TOTAL GÉNÉRAL		602 789,75	703 494,86	-100 705,11

Produits à recevoir

Compte	Libellé	31/03/2023	31/03/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418190	Clients Groupe - Factures à établir		100 000,00	-100 000,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES			100 000,00	-100 000,00
AUTRES CREANCES				
438700	Charges sociales - pdts à recevoir		1 135,19	-1 135,19
451879	C/c int courus à recevoir Groupe	89 467,72	11 160,38	78 307,34
468700	Divers - produits à recevoir		397,44	-397,44
TOTAL AUTRES CREANCES		89 467,72	12 693,01	76 774,71
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		89 467,72	112 693,01	-23 225,29
TOTAL GÉNÉRAL		89 467,72	112 693,01	-23 225,29

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/03/2023	31/03/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION				
486000	Charges constatées d'avance	410 210,43	412 859,40	-2 648,97
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		410 210,43	412 859,40	-2 648,97
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		410 210,43	412 859,40	-2 648,97
TOTAL GÉNÉRAL		410 210,43	412 859,40	-2 648,97

Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	31/03/2023	31/03/2022	31/03/2021	31/03/2020	31/03/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 130 132	4 064 466	4 027 790	4 027 790	4 027 790
Nombre d'actions					
- ordinaires	270 819	266 513	264 108	264 108	264 108
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 927 741	5 334 294	5 185 216	5 177 073	5 051 129
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-2 562 810	-2 827 517	-2 101 377	-3 836 639	-4 848 585
Impôts sur les bénéfices			-104 175	-297 940	-581 296
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	186 631	91 254	81 461	204 815	187 281
Résultat net	-2 749 441	-2 918 771	-2 078 663	-3 743 514	-4 454 570
Résultat distribué					1 056 432
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-9,46	-10,61	-7,56	-13,4	-16,16
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-10,15	-10,95	-7,87	-14,17	-16,87
Dividende attribué	0	0	0	0	4
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	16	17	22	22	26
Masse salariale	1 624 069	1 816 655	1 881 665	1 774 294	1 872 426
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	766 312	1 098 717	830 812	775 336	793 311

NUMEN
Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 4.130.132,25 Euros
Siège social : 24, rue Marc Seguin 75018 PARIS
RCS PARIS 383 270 402

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE Exercice clos le 31 mars 2023

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, des résultats de cette activité, des perspectives, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1. Situation et activité de la société au cours de l'exercice écoulé

1.1. NUMEN SA

Au cours de l'exercice, NUMEN SA a poursuivi son activité de holding et a fourni à l'ensemble de ses filiales des prestations de Direction Générale, Financière, Juridique, Informatique et Marketing. La société a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique avec un focus sur les orientations commerciales et l'organisation du Groupe.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 4.9 M€, en baisse par rapport à l'exercice précédent. L'analyse des comptes sociaux vous est présentée au §.9.

1.2. Filiales et participations

L'exercice clos le 31 mars 2023 a été marqué par les faits suivants :

- Un contexte économique difficile, avec en arrière-plan, la guerre russo-ukrainienne, entraînant des difficultés d'approvisionnement et une inflation importante, notamment sur l'énergie et les matières premières (taux d'inflation sur un an au 31 mars 2023 : 6.2%, source INSEE).
- Deux sites du pôle chèque ont été fermés et les productions transférées sur les sites de Carquefou et Dijon.
- Le projet DGDDI a été réalisé dans les temps et avec les niveaux de productivité attendus. Ce contrat représente en 2022, plus de 4 millions de chiffre d'affaires pour le pôle production digitale.

- Les équipes marketing et commerciales ont été réorganisées dans l'objectif de lever les freins au changement en assurant un meilleur alignement entre le marketing et la stratégie commerciale, et en mettant en place une organisation commerciale visant à plus d'efficacité et plus de cohérence.
- Ainsi, les deux directions marketing, stratégique et opérationnelle, ont été regroupées et les équipes commerciales Production Digitale et Editique ont été rassemblées sous la même direction. Cette simplification de l'organisation a entraîné le départ de deux directeurs non remplacés.
- La forte concurrence pour les compétences qui caractérise actuellement le marché de l'emploi se traduit à la fois par une certaine instabilité des équipes et par des difficultés de recrutement, particulièrement sensibles dans les domaines techniques et commerciaux.
- Après une première tentative non aboutie, un nouveau directeur général a été recruté à Madagascar, d'abord en management de transition. Le poste a été internalisé en 2023.
- Des difficultés dans la mise en marché de Doxtreem ont été constatées. Malgré les actions commerciales, les ventes ne sont pas au niveau espéré en raison notamment d'un marché très concurrentiel.
- Conformément au plan 2022, les premiers travaux sur le CFN ont été entamés.

1.2.1. SATEL-CIDEL SAS

SATEL-CIDEL est spécialisée dans l'impression et la personnalisation de titres de paiement (titres et chèques et remises de chèques). En 2022, deux sites de production ont été fermés afin de préserver la compétitivité de la société.

Le chiffre d'affaires de SATEL-CIDEL s'élève à 11.5 M€ à comparer à 12.7 M€ en 2022. La baisse de 9.5% constatée correspond à celle du marché, le chèque étant de moins en utilisé et les titres papier subissant les effets de la dématérialisation.

Le résultat d'exploitation s'établit à 57 K€ en légère diminution par rapport à l'année dernière.

La perte de l'exercice d'établit à (123) K€. En 2021, la perte s'établissait à (1 033) K€ en raison d'une provision exceptionnelle relative au projet de fermeture de deux sites.

1.2.3. SCI LES GRANGES D'AMBAZAC

La société LES GRANGES D'AMBAZAC est propriétaire d'un immeuble à Ambazac (87) qu'elle loue à SATEL-CIDEL sa maison mère. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, l'activité du site d'Ambazac a été transférée sur Dijon et Carquefou, et Satel-Cidel a arrêté de louer le bâtiment qui a été mis en vente par la société.

Ainsi le chiffre d'affaires s'est élevé à 69 K€ en baisse par rapport à 2021 (103 K€). Le résultat net reste positif et s'élève à 52 K€ à comparer à 85 K€ en 2021.

1.2.4. SCI DARRE L'ÉGLISE

La société DARRE L'ÉGLISE est propriétaire d'un immeuble à Barbazan (31) qu'elle loue à SATEL-CIDEL sa maison mère. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, l'activité du site de Darre l'Eglise a été transférée sur Dijon et Carquefou, et Satel-Cidel a arrêté de louer le bâtiment qui a été mis en vente par la société.

Ainsi le chiffre d'affaires s'est élevé à 112 K€ en baisse par rapport à 2021 (150 K€). Le résultat net reste positif et s'élève à 79 K€ à comparer à 124 K€ en 2021.

1.2.5. ICV SAS

ICV est spécialisée dans l'impression de fonds de chèque en sous-traitance pour le groupe et notamment les sociétés du pôle chèque.

La diminution des volumes constatés chez son client interne, la société SATEL-CIDEL, a été compensée par l'internalisation de prestations auparavant sous-traitées. Ainsi entre les deux exercices, le chiffre d'affaires est stable aux alentours de 3 M€.

Compte-tenu de l'augmentation du coût des matières premières, relativement maîtrisé en anticipant les achats, la perte nette se dégrade et passe de (14 K€) à (58 K€) entre les deux exercices.

1.2.6. NUMEN MARKETING SAS

NUMEN MARKETING est spécialisée dans la fabrication et la personnalisation de cartes cadeaux et cartes de fidélité et dans la gestion des données et prestations logistiques associées. La société a lancé de nouvelles offres à plus forte valeur ajoutée (carte multi service, carte étudiant, carte transport...) incluant, outre la production de la carte, des sites web de ventes et personnalisation de cartes cadeaux pour ses clients.

Entre les deux exercices, le chiffre d'affaires de NUMEN MARKETING a progressé, passant de 4.3 M€ à 5 M€ sous l'impulsion des équipes commerciales et la reprise des activités des clients fortement impactés par la crise sanitaire en 2020 et sur une partie de 2021.

Cependant la société a été impactée par l'augmentation des coûts des matières premières qui a pesé sur son résultat d'exploitation qui passe ainsi de 24 K€ à (189 K€).

En conséquence le résultat net se dégrade et passe de 26 K€ à (205) K€.

1.2.7. NUMEN SERVICES SAS

NUMEN SERVICES intervient dans les domaines de l'édition, de l'impression de titres de paiement, de la gestion de flux documentaires, de la réalisation de prestations de dématérialisation et de l'édition de solutions logicielles.

Le chiffre d'affaires de Numen Services est en croissance en 2022, porté par un contrat important, et passe de 24.3 M€ à 25.6 M€ en 2022.

La perte d'exploitation se réduit légèrement, et passe de (3.8) M€ à (3.5) M€, Numen Services ayant subi les hausses du coût des matières premières et de l'énergie.

L'abandon de créances de 3 M€ par Numen SA (3.9 M€ en 2021) permet de réduire la perte nette de la société qui s'élève à (566) K€ au 31 mars 2023.

1.2.8. NUMEN EUROPE SA

NUMEN EUROPE est une société de droit Luxembourgeois. Elle est spécialisée au sein du Groupe dans la numérisation documentaire et l'externalisation de processus documentaires.

Le chiffre d'affaires de NUMEN EUROPE est en progression et passe de 7.8 M€ à 9.3 M€. Combinée à un travail d'optimisation et d'amélioration des marges, cette progression a permis de maintenir le résultat d'exploitation à 0.2 M€.

Le résultat net s'élève à 0.1 M€.

1.2.9. NUMEN MADAGASCAR SA

La société NUMEN MADAGASCAR est une société anonyme, de droit malgache. NUMEN MADAGASCAR a obtenu le statut d'entreprise franche, suivant le décret d'agrément n° 93-091 en date du 24 mai 1993 compte-tenu de ses activités de prestations tournées vers l'exportation.

La Société est spécialisée dans la création de flux numériques documentaires. Elle travaille exclusivement pour les sociétés du Groupe NUMEN dont elle dépend pour son niveau d'activité.

Au cours de l'exercice, l'activité a dégagé un chiffre d'affaires de 2 M€ en baisse de 0.4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Ceci se traduit par une perte d'exploitation de (157) K€ en 2022 et un résultat net de (127) K€.

1.2.10. SCI ARINAIRA

La société ARINAIRA est propriétaire d'un immeuble qu'elle loue à NUMEN MADAGASCAR. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, l'activité est restée stable. Le chiffre d'affaires qui s'est élevé à 1 K€, correspond aux loyers perçus. La société est à l'équilibre au 31 mars 2023.

1.2.11. DocOne

NUMEN SA détient 15% dans la société NEFER la holding qui détient 100% de la société DocOne. La société DocOne a continué à exercer et développer ses activités d'édition de masse et de spécialité, GED, cartes, et archivage. La société dispose de deux sites de production (Bruguières et Bordeaux). La société DocOne clôture son exercice au 31 décembre 2022.

Le chiffre d'affaires de la société DocOne s'établit au 31 décembre 2022 à 26.7 M€ à comparer à 27.5 M€ lors de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement liée à l'activité éditique et aux effets de la dématérialisation.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1.2 M€ à comparer à 2.2 M€ en 2021. La baisse est expliquée par les augmentations des coûts matières (papier et enveloppes) et la diminution du chiffre d'affaires.

Le résultat net s'établit à 0.74 M€.

2. Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Il est précisé qu'aucun évènement important n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport.

3. Evolution prévisible de la situation de la société et perspectives d'avenir

Malgré un contexte incertain, lié à la crise géopolitique et au contexte inflationniste, le Groupe Numen a choisi de poursuivre sa stratégie de développement en investissant sur des activités et des marchés en croissance. Les activités historiques du Groupe sont encore profitables mais leurs marchés sont en baisse tendancielle et doivent faire face à de nouveaux usages. Sur ces activités traditionnelles, le Groupe doit faire face à l'incertitude de l'évolution des marchés historiques, chèques et titres notamment, et à l'accélération de la baisse qui a débuté en mars 2020.

NUMEN déploie donc une stratégie méthodique de développement de ses activités digitales et a ainsi décidé de se positionner comme un acteur de référence dans la digitalisation des organisations, à l'interface de la gestion des documents et des données.

Ces choix stratégiques visent à amplifier la présence de Numen sur des marchés à forte croissance. Ils s'appuient sur l'identité du Groupe construite autour de la valeur centrale de confiance, à travers un modèle de développement attentif aux attentes des clients en mettant à leur disposition des offres performantes et évolutives en fonction de leurs besoins.

4. Activités en matière de recherche et de développement

Les dépenses immobilisées par le groupe au cours de l'exercice en matière de recherche et développement s'élèvent à près de 690 K€. Ces dépenses ont généré un crédit d'impôt recherche de 14 K€.

5. Filiales et participations

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité de la Société (cf §1.2.). Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes annuels.

Nous vous rappelons que notre Société contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce les sociétés suivantes :

- ICV SAS
- LES GRANGES D'AMBAZAC SCI
- DARRE L'EGLISE SCI
- NUMEN SERVICES SAS
- SATEL-CIDEL SAS
- NUMEN MARKETING SAS
- NUMEN EUROPE SA
- NUMEN MADAGASCAR SA
- ARINAINA SCI

Les pourcentages de contrôle sont récapitulés en §.10. Ces sociétés ne détiennent aucune participation dans notre Société.

6. Informations relatives au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte-tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus de 10% du capital social au 31 mars 2023.

- Madame Emmanuelle de Noirmont
 - o Part du capital en pourcentage : 27.99 %
- Monsieur Jacques Proal
 - o Part du capital en pourcentage : 17.66 %

7. Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital social de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 mars 2023 :

- 3.15 % du capital est détenu par des salariés
- Aucune action n'est détenue au titre d'un plan d'épargne entreprise

8. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous communiquons les informations sur le délai de paiement de nos fournisseurs et de nos clients.

Synthèse des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

Tranches de retard de paiement	0	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 +
Nombre de factures concernées	3				
Montant total des factures concernées TTC	84 285 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pourcentage des ventes TTC de l'exercice	1,39%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Synthèse des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

(A) Tranches de retard de paiement	0	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 +
Nombre de factures concernées	9				
Montant total des factures concernées TTC	4 076 €	-46 124 €	-85 €	0 €	0 €
Pourcentage des achats TTC de l'exercice	0,16%	-1,79%	0,00%	0,00%	0,00%

9. Présentation des comptes sociaux

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2023 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Celles-ci n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

9.1. Bilan

Le total de bilan s'élève au 31 mars 2023 à 35.9 M€ à comparer à 42.7 M€ au 31 mars 2022. Cette variation de 6.8 M€ est expliquée :

- A l'actif
 - Diminution de 7.8 M€ de la trésorerie, en raison de la consommation de cash liée à l'exploitation.
 - Augmentation des autres créances de 1.5 M€ principalement liée aux créances intragroupes qui ont fait l'objet d'un paiement post-clôture.
- Au passif
 - Diminution des emprunts et dettes financières (3.6 M€). Celle-ci correspond à des remboursements d'emprunts et à la diminution des dettes intragroupe.
 - Diminution des capitaux propres en raison du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2023. Ainsi les capitaux propres passent de 24 M€ au 31 mars 2022 à 21.1 M€ au 31 mars 2023.

9.2. Compte de résultat

Le chiffre d'affaires de NUMEN SA est en diminution passant de 5.3 à 4.9 M€. Il comprend les facturations de prestations de services à l'ensemble des sociétés du Groupe. La diminution des facturations Groupe reflète la diminution des charges d'exploitation.

Celles-ci passent de 5.5 M€ en 2021 à 4.9 M€ en 2022 ; Cette évolution est le résultat des actions constantes de recherche d'économies.

Le résultat financier s'établit à -2.8 M€. Il comprend l'abandon de créance octroyés à NUMEN SERVICES pour un total de 3 M€.

Compte-tenu de ces éléments, la perte s'établit à (2.7) M€ au 31 mars 2023.

10. Présentation des comptes consolidés

Conformément aux dispositions de l'article L 233-16 du Code du commerce, notre Société établit des comptes consolidés. Au 31 mars 2023, le périmètre de consolidation du Groupe NUMEN comprenait les sociétés suivantes :

<i>Société</i>	<i>Siège</i>	<i>Pays</i>	<i>N°Siren</i>	<i>% intérêt</i>	<i>% contrôle</i>	<i>Mode de consolidation</i>
NUMEN SA	Paris (75)	FR	383 270 402	100%	100%	Intégration globale
ICV SAS	Beaumont Le Roger (27)	FR	303939 912	100%	100%	Intégration globale
LES GRANGES D'AMBAZAC SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	313 812 489	100%	100%	Intégration globale
DARRE L'EGLISE SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	304 102 783	100%	100%	Intégration globale
NUMEN SERVICES SAS	Chambray Les Tours (37)	FR	781 621 644	100%	100%	Intégration globale
SATEL-CIDEL SAS	Carquefou (44)	FR	322 480 138	100%	100%	Intégration globale
NUMEN MARKETING SAS	Paris (75)	FR	521 370 536	100%	100%	Intégration globale
NUMEN EUROPE SA	Howald	LU	B49686	100%	100%	Intégration globale
NUMEN MADAGASCAR SA	Antananarivo	MA	2003 B 00965	100%	100%	Intégration globale
SCI ARINAINA	Antananarivo	MA	2006 B 00002	100%	100%	Intégration globale

10.1. Bilan

Au 31 mars 2023, le total bilan s'élève 44.9 M€, en diminution de 9.8 M€ par rapport à l'exercice précédent. Les principales évolutions ont été les suivantes :

- A l'actif :
 - Diminution de 0.4 M€ des immobilisations incorporelles liée aux dotations aux amortissements des solutions développées en interne.
 - Baisse de 0.3 M€ des écarts d'acquisition en raison de la dotation aux amortissements annuelle.
 - Diminution de 0.9 M€ des immobilisations corporelles s'expliquant principalement par des mises au rebut importantes chez Satel-Cidel suite à la fermeture des sites d'Ambazac et de Barbazan.
 - Diminution de la trésorerie de 7.8 M€ sous l'effet de la consommation annuelle de cash liée aux investissements et à l'exploitation et des remboursements d'emprunt.
 - Diminution de 0.3 M€ des créances d'exploitation.

- Au passif :
 - Diminution des capitaux propres en raison du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2023 (perte de 3.9 M€). Ainsi les capitaux propres passent de 21.2 M€ au 31 mars 2022 à 17.2 M€ 31 mars 2023.

- Diminution des provisions pour risques et charges en raison de reprises de provision liée à la fermeture de deux sites du pôle chèque (1.3 M€) et à la revue des indemnités retraite (0,6 M€).
- Les dettes financières diminuent de 1.8 M€ sous l'effet du remboursement d'emprunts
- Les dettes d'exploitation diminuent de 2.2 M€ en raison notamment des remboursements des dettes sociales qui avaient l'objet d'un report d'échéance (mesures crise sanitaire).

10.2. *Compte de résultat*

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève au 31 mars 2023 à 48 M€ contre 45.2M€ l'année précédente.

A l'exception des activités cartes et production digitale en croissance sur l'exercice (respectivement +0.9 M€ et 3.9 M€), la baisse de l'activité se poursuit sur les activités traditionnelles pour lesquelles les sociétés du Groupe doivent faire face à la fois à une diminution des volumes, une érosion des prix et une augmentation des coûts matières.

Les activités digitales progressent, portées par un contrat gagné en début d'exercice et des hausses de volumes chez nos clients existants.

Le résultat d'exploitation est impacté par la hausse des coûts des matières premières et par le mix produit. Malgré les actions d'optimisation de marge et de réduction de coût, ainsi que la progression du chiffre d'affaires, la perte d'exploitation se dégrade et passe de 2.5 M€ à 2.8 M€.

Le résultat net se maintient entre les deux exercices en raison notamment de la baisse du résultat exceptionnel qui comprenait en 2022 une provision liée à la réorganisation des deux sites.

Nous vous demandons conformément aux articles L 225-100 et L 233-16 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés en annexe.

11. Affectation du résultat

L'exercice écoulé se traduit par une perte de 2 749 440 € que nous vous proposons de reporter à nouveau en totalité.

12. Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

13. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles visées aux articles 39-4 (pour le 223 quater) et 39-5 (pour le 223 quinquies) du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 9 404 €, correspondant à des dépenses non déductibles

fiscalement. Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 2 351 €.

14. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est joint conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code du commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

15. Contrôle des commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

16. Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

Le Directoire examine la situation des mandats du Conseil de surveillance et constate qu'aucun mandat n'est parvenu à son terme.

17. Autorisation des cautions, avals et autres garanties

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil de surveillance a autorisé, lors de sa réunion du 28 juin 2023 le Président du directoire à se porter caution au nom de NUMEN pour un montant de 2.5 M€ auprès de La Poste et de 5 M€ pour garantir le financement des filiales.

Cette autorisation est donnée pour une durée d'un an.



Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêt	31/03/2023	31/03/2022	31/03/2021	31/03/2020	31/03/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 130 132	4 064 466	4 027 790	4 027 790	4 027 790
Nombre d'actions					
- ordinaires	270 819	266 513	264 108	264 108	264 108
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 927 741	5 334 294	5 185 216	5 177 073	5 051 129
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	-2 562 810	-2 827 517	-2 101 377	-3 836 839	-4 848 585
Impôts sur les bénéfices			-104 175	-297 940	-581 296
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	186 631	91 254	81 461	204 815	187 281
Résultat net	-2 749 441	-2 918 771	-2 078 663	-3 743 514	-4 454 570
Résultat distribué					1 056 432
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot, amortissements, provisions	-9,46	-10,61	-7,56	-13,4	-16,16
Résultat après impôt, participation dot, amortissements et provisions	-10,15	-10,95	-7,87	-14,17	-16,87
Dividende attribué	0	0	0	0	4
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	16	17	22	22	26
Masse salariale	1 624 069	1 816 655	1 881 665	1 774 294	1 872 426
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	766 312	1 098 717	830 812	775 336	793 311

NUMEN
Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 4.130.132,25 Euros
Siège social : 24, rue Marc Seguin 75018 PARIS
RCS PARIS 383 270 402

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
--

Exercice clos le 31 mars 2023

Vous êtes réunis en assemblée générale en application des statuts et de l'article L.225-100 du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023.

1. Conventions visées aux articles L.225-86 et suivants du Code du commerce

La liste des conventions a été établie et portée à la connaissance des Commissaires aux comptes.

2. Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-37-4, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Monsieur Eric de La Bigne

- Président du Directoire de Numen SA
- Gérant de la société ELB Participations

Madame Anne Pease

- Membre du Directoire de NUMEN SA
- Directrice Générale des sociétés :
 - o NUMEN SA
 - o NUMEN SERVICES SAS
 - o SATEL-CIDEL SAS
 - o ICV SAS
 - o NUMEN MARKETING SAS
- Administratrice des sociétés
 - o NUMEN EUROPE
 - o NEFER

Monsieur Laurent Pytel

- Membre du Directoire de NUMEN SA

3. Observations sur le rapport de gestion et les comptes annuels

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2023 et le rapport de gestion ont été communiqués au Conseil de surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

L'exercice clos le 31 mars 2023 a été marqué par les faits suivants :

- Un contexte économique difficile, avec en arrière-plan, la guerre russo-ukrainienne, entraînant des difficultés d'approvisionnement et une inflation importante, notamment sur l'énergie et les matières premières (taux d'inflation sur un an au 31 mars 2023 : 6.2%, source INSEE).
- Deux sites du pôle chèque ont été fermés et les productions transférées sur les sites de Carquefou et Dijon.
- Le projet DGDDI a été réalisé dans les temps et avec les niveaux de productivité attendus. Ce contrat représente en 2022, plus de 4 millions de chiffre d'affaires pour la BU production digitale.
- Les équipes marketing et commerciales ont été réorganisées dans l'objectif de lever les freins au changement en assurant un meilleur alignement entre le marketing et la stratégie commerciale, et en mettant en place une organisation commerciale visant à plus d'efficacité et plus de cohérence.
- Ainsi, les deux directions marketing, stratégique et opérationnelle, ont été regroupées et les équipes commerciales Production Digitale et Editique ont été rassemblées sous la même direction. Cette simplification de l'organisation a entraîné le départ de deux directeurs non remplacés.
- La forte concurrence pour les compétences qui caractérise actuellement le marché de l'emploi se traduit à la fois par une certaine instabilité des équipes et par des difficultés de recrutement, particulièrement sensibles dans les domaines techniques et commerciaux.
- Après une première tentative non aboutie, un nouveau directeur général a été recruté à Madagascar, d'abord en management de transition. Le poste a été internalisé en 2023.
- Des difficultés dans la mise en marché de Doxtreem ont été constatées. Malgré les actions commerciales, les ventes ne sont pas au niveau espéré, en raison notamment d'un marché très concurrentiel.
- Conformément au plan 2022, les premiers travaux sur le CFN ont été entamés.

3.1. Comptes sociaux

Les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023 font apparaître les principaux postes suivants :

- Le total du bilan s'élève à 36 M€
- Le chiffre d'affaires est de 4.9 M€. Le chiffre d'affaires comprend les facturations de prestations de services à l'ensemble des sociétés du Groupe.
- Le résultat net s'établit à - 2.7 M€.

Au cours de l'exercice, NUMEN SA a poursuivi son activité de holding et a fourni à l'ensemble de ses filiales des prestations de Direction Générale, Financière, Juridique, Informatique et Marketing. La société a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique malgré la poursuite de la crise sanitaire et le contexte géopolitique.

3.2. Comptes consolidés

Le Conseil de surveillance reconnaît avoir eu connaissance des comptes consolidés.

- Le total du bilan s'élève à 45 M€
- Le chiffre d'affaires est de 48 M€.
- Le résultat net s'établit à -3.9 M€.

Compte tenu de ce qui précède, nous n'avons aucune observation particulière à formuler, tant en ce qui concerne le rapport de gestion du Directoire que les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

4. Tableau des délégations

Délégation de pouvoir

Assemblée générale du 24 septembre 2020

L'assemblée générale autorise le directoire à réaliser, le cas échéant, l'augmentation de capital dans le cadre du programme d'attribution gratuite d'actions dans les limites et conditions fixées par l'assemblée générale et notamment à l'effet de :

- Procéder, le cas échéant, à tout prélèvement sur les réserves et/ou primes de la Société nécessaire à la réalisation de la ou des augmentations de capital consécutives à l'acquisition définitive des actions attribuées, constater la ou lesdites augmentations de capital et modifier les statuts en conséquence ;
- Procéder le cas échéant à tous ajustements du nombre d'actions attribuées notamment en vue de préserver les droits des bénéficiaires à l'occasion d'éventuelles opérations financières sur le capital de la Société, étant précisé que les actions nouvelles qui seraient ainsi attribuées gratuitement seront réputées attribuées le même jour que celui correspondant aux actions initialement attribuées ;
- Effectuer tous actes, formalités et déclarations et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.



NUMEN SA

Siège social : 24 Rue Marc Seguin – 75018 Paris
Société anonyme au capital de 4 130 132 euros

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 mars 2023

RSM PARIS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS
SAS au capital de 15.925.700 €
RCS PARIS 792 111 783
Membre du réseau RSM International
26, rue Cambacérès – 75008 PARIS

ATHEIS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE RENNES
SARL au capital de 100.000 €
RCS RENNES 817 403 793
RTE DU MEUBLE – CS 40623
35760 SAINT-GREGOIRE

NUMEN SA

Siège social : 24 Rue Marc Seguin – 75018 Paris
Société anonyme au capital de 4 130 132 euros

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 mars 2023

A l'assemblée générale de la société NUMEN SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NUMEN SA relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Immobilisations financières

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2023 s'établit à 14 891 955 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations et autres titres » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles établies sous le contrôle de la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du Code de Commerce sont mentionnées de façon incomplète dans le rapport de gestion. En conséquence nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil de surveillance consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris et à Rennes, le 11 septembre 2023

Les commissaires aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Adrien FRICOT

Associé

ATHEIS

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes



David COSTARD

Associé

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2023	31/03/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 209 784	802 968	406 816	557 834
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	513 830	374 849	138 981	147 519
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	32 368 714	17 476 759	14 891 955	14 891 955
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	140		140	
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 850		5 850	61 550
ACTIF IMMOBILISE	34 098 318	18 654 575	15 443 743	15 658 858
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	378 700		378 700	673 756
Autres créances	7 694 523		7 694 523	6 141 213
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	8 142 661	14 217	8 128 444	8 039 334
Disponibilités	3 840 035		3 840 035	11 776 552
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	410 210		410 210	412 859
ACTIF CIRCULANT	20 466 130	14 217	20 451 913	27 043 714
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	54 564 448	18 668 792	35 895 656	42 702 572

Bilan - Passif

Rubriques		31/03/2023	31/03/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 4 130 132)		4 130 132	4 064 466
Primes d'émission, de fusion, d'apport		68 926	68 926
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		1 351 000	1 351 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		19 568 971	19 568 971
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		20 237 885	20 303 552
Report à nouveau		-21 878 415	-18 886 628
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-2 749 441	-2 991 788
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		428 706	428 706
CAPITAUX PROPRES		21 157 764	23 907 205
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			42 492
Provisions pour charges			
PROVISIONS			42 492
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		7 956 708	9 253 234
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		5 812 195	8 139 154
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		219 807	507 079
Dettes fiscales et sociales		663 251	821 665
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 975	31 743
Autres dettes		78 956	
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		14 737 892	18 752 875
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		35 895 656	42 702 572

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/03/2023	31/03/2022
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 095 819	831 922	4 927 741	5 334 294
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 095 819	831 922	4 927 741	5 334 294
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			85 687	252 302
Autres produits			21 057	7 774
PRODUITS D'EXPLOITATION			5 034 485	5 594 370
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 161 116	2 184 623
Impôts, taxes et versements assimilés			68 039	84 627
Salaires et traitements			1 624 069	1 816 655
Charges sociales			766 312	1 098 717
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			214 906	219 720
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				42 492
Autres charges			18 394	18 024
CHARGES D'EXPLOITATION			4 852 837	5 464 857
RESULTAT D'EXPLOITATION			181 648	129 513
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			596	394 278
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			221 692	83 410
Autres intérêts et produits assimilés			184 802	246 237
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				138 456
Différences positives de change			1	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				465 511
PRODUITS FINANCIERS			407 091	1 327 892
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			14 217	
Intérêts et charges assimilées			3 193 118	4 097 718
Différences négatives de change				6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			3 207 335	4 097 724
RESULTAT FINANCIER			-2 800 244	-2 769 832
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-2 618 596	-2 640 319

Compte de résultat

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 000	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 000	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	140 845	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		351 468
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	140 845	351 468
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-130 845	-351 468
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	5 451 576	6 922 262
TOTAL DES CHARGES	8 201 017	9 914 049
BENEFICE OU PERTE	-2 749 441	-2 991 788

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes ont été établis conformément au référentiel comptable de l'ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de règle et méthode comptables

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu, par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

AMORTISSEMENTS

Depuis le 1er janvier 2017, L'article 32, I-6° de la loi de finances supprime la faculté offerte aux entreprises d'amortir sur une période de douze mois les dépenses d'acquisition de logiciels inscrites à l'actif immobilisé. Cette mesure s'applique aux logiciels acquis au cours des exercices ouverts depuis le 1er janvier 2017.

Règles et méthodes comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations corporelles & incorporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Logiciels	3 ans L	1 à 3 ans L
Constructions et aménagements	15 à 25 ans L	15 à 25 ans L
Matériels industriels	3 à 10 ans L	3 à 10 ans L ou D
Agencements et installations générales	5 à 10 ans L	5 à 10 ans L
Matériel de transport	4 ans L	4 ans L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L	3 à 5 ans L ou D
Mobilier	10 ans L	10 ans L

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation et les valeurs mobilières de placements sont valorisés au coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à leur valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée à chaque clôture sur la base de différents critères, dont la valeur de marché, la valeur d'utilité sur les flux de trésorerie prévisionnels actualisés et les capitaux propres réévalués.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La société comptabilise des provisions pour risques et charges si nécessaire. Le montant à provisionner est déterminé après l'analyse de chaque dossier.

INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1er avril 2010, la société NUMEN est la tête de groupe.

La méthode de la répartition de la charge globale d'impôt du groupe retenue est celle de la neutralité, chaque filiale a constaté dans ses comptes une charge d'impôt sur les sociétés analogue à celle qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

La constatation de cet impôt a été inscrite dans un compte-courant.

L'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale sont identiques.

L'économie d'impôt du groupe a été intégralement imputée à la société NUMEN.

Pendant la période d'intégration fiscale, la convention précise qu'il n'y a aucune indemnisation des filiales intégrées.

De même, lors de la sortie du groupe d'une filiale intégrée, les déficits et les moins-values transmises à la société mère ne sont plus utilisables par celle-ci.

Règles et méthodes comptables

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La société NUMEN a souscrit un contrat d'assurance pour couvrir les indemnités de fin de carrière.

Ces engagements s'élèvent au 31/03/23 à 134 495 € charges sociales comprises au taux de 44.66 % et ne sont pas couverts.

Le calcul des indemnités s'est effectué sur les bases suivantes :

- Année de calcul : Du 01/04/2022 au 31/03/2023
- Taux d'actualisation : 3 %
- Revalorisation des salaires : 2.50 %
- Type de départ : A l'initiative du salarié
- Age de départ : Age auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 par sexe
- Table de mobilité : Taux décroissants en fonction de l'âge
- Méthode de calcul : Unités de Crédit Projetés (PBO)
- Convention collective : SYNTEC

CENTRALISATION AUTOMATIQUE DE TRESORERIE

Une convention de centralisation automatique de trésorerie a été conclue au niveau du groupe entre le groupe Numen et la BNP Paribas. Cette convention applicable depuis le 1er mars 2006 consiste pour Numen, société centralisatrice, à avancer ou recevoir des fonds de ses filiales afin d'optimiser la gestion de trésorerie au niveau du groupe.

Les conditions de rémunération au niveau du groupe sont les suivantes :

- Avances de Numen à ses filiales : Au taux Euribor 3 mois + 0.5 points
- Avances des filiales à Numen : Au taux Euribor 3 mois.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Abandons de créances :

La société Numen a consenti en faveur de :

- Numen Services : Un abandon de créance avec clause de retour à meilleur fortune d'un montant de 3 000 000 €.

Liquidité et continuité d'exploitation :

Prêts garantis par l'Etat :

Parmi les différentes mesures mises en place par le gouvernement, la société Numen SA avait bénéficié de deux prêts garantis par l'Etat ;

- Prêt de 4 460 000 € de avril et mai 2020 :
Reste dû au 31/03/2023 la somme de 3 577 848 €
- Prêt de 4 100 000 € de mars 2022 :

Il bénéficie de deux années de franchise puis sera amorti sur une durée de 4 ans.

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers au 31 mars 2023 du Groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité des sociétés du Groupe à poursuivre leur exploitation.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés sur l'exercice à 42 664 €.

DETTE GARANTIE PAR DES SURETES RELLES :

Banques	Montant initial	Solde	Type
BPO	800 000	9 524	Nantissement contrat de capitalisation
	800 000	9 524	

ENGAGEMENTS DONNES AUX FILIALES :

Sociétés	Banques	Montant initial	Solde	Type
Numen Services	BNP Paribas	405 000	69 168	Caution personnelle et solidaire
Numen Services	Caisse d'Epargne	443 000	142 617	Caution personnelle et solidaire
Numen Services	Palatine	402 500	93 497	Caution personnelle et solidaire
Numen Services	Xerox Financial Services	142 557	114 046	Colocation solidaire
Numen Services	Xerox Financial Services	155 520	139 968	Colocation solidaire
Satel-Cidel	BNP Paribas	286 160	14 772	Caution personnelle et solidaire
Satel-Cidel	BNP Paribas	210 000	64 595	Caution personnelle et solidaire
Satel-Cidel	BNP Paribas	376 000	172 863	Caution personnelle et solidaire
	Total	2 420 737	811 526	

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 209 784		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	9 905		1 676
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	666 400		53 675
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	676 304		55 351
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	32 368 714		
Autres titres immobilisés			140
Prêts et autres immobilisations financières	61 550		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32 430 264		140
TOTAL GENERAL	34 316 353		55 491

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 209 784	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers		9 905	1 676	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		207 920	512 154	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		217 825	513 830	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			32 368 714	
Autres titres immobilisés			140	
Prêts et autres immobilisations financières		55 700	5 850	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		55 700	32 374 704	
TOTAL GENERAL		273 525	34 098 318	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	651 951	151 018		802 968
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	651 951	151 018		802 968

Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 905	56	9 905	56
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	518 881	63 832	207 920	374 792
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	528 785	63 888	217 825	374 849
TOTAL GENERAL	1 180 736	214 906	217 825	1 177 817

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	428 706			428 706
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	428 706			428 706
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	42 492		42 492	
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	42 492		42 492	
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	17 476 759			17 476 759
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations		14 217		14 217
DEPRECIATIONS	17 476 759	14 217		17 490 976
TOTAL GENERAL	17 947 957	14 217	42 492	17 919 682
Dotations et reprises d'exploitation			42 492	
Dotations et reprises financières		14 217		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			5 850
Autres immobilisations financières	5 850		
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	378 700	378 700	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	141 741	141 741	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	18 673	18 673	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	7 478 232	7 478 232	
Débiteurs divers	55 877	55 877	
Charges constatées d'avance	410 210	410 210	
TOTAL GENERAL	8 489 284	8 483 434	5 850

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 847	2 847		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	7 953 861	1 298 308	6 655 554	
Emprunts et dettes financières divers	5 812 195	5 812 195		
Fournisseurs et comptes rattachés	219 807	219 807		
Personnel et comptes rattachés	299 756	299 756		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	271 725	271 725		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	65 736	65 736		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	26 034	26 034		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 975	6 975		
Groupe et associés				
Autres dettes	78 956	78 956		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	14 737 892	8 082 338	6 655 554	

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	270 819			15,2505
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		23 907 205
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		23 907 205
Variations en cours d'exercice		En moins
		En plus
Variations du capital		65 667
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	65 667	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	2 749 441	
SOLDE		2 749 441
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		21 157 763

NUMEN SA - Engagements hors bilan 31-03-2023

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	3 021 011
Cautiion donnée par La Poste pour couvrir le risque sur les avances de trésorerie liées aux affranchissements	2 500 000
Intérêts sur emprunts	511 487
Afin de garantir les emprunts auprès des banques suivantes :	
- Banque Populaire : 800 000 € souscrit le 26/10/2015	9 524
Contrat de capitalisation auprès de l'assureur GENERALI Luxembourg N° 1203000126 géré par SINFONI souscrit le 07/03/2012 Le montant de l'en-cours s'élève au 31/03/2023 à 7 796 530,89 €.	
Autres engagements reçus	(41 750 130)
Garantie de l'Etat PGE 1 (avril/mai 2020) - solde au 31/03/2023	(3 220 063)
Garantie de l'Etat PGE 2 (mars 2022) - solde au 31/03/2023	(3 740 886)
Abandons de créances Numen Services	(28 370 000)
Abandons de créances Numen Europe	(4 919 180)
Abandons de créances Numen Marketing	(1 500 000)
TOTAL	(38 729 118)

Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
Numen Services - 12 route du Saint Laurent 37170 Chambray-Lès-Tours	1 086 870 597 902	100	16 108 759	363 000	5 010 994	25 589 691 -566 289
Sate-Cidel - 15 rue Agéna 44470 Carquefou	5 130 000 11 349 021	100	13 481 989	13 250 989		11 533 226 -122 883
Numen Marketing - 24, rue Marc Seguin 75018 Paris	585 000 159 405	100	1 500 000		690 658	5 024 451 -205 320
		0,00				
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
NEFER - 22 rue des ombres 27930 Normanville	8 010 000 8 058 199	15	1 276 288			25 000 10 728
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Charges à payer

Compte	Libellé	31/03/2023	31/03/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168840	Int.courus s/emprunt établt.crédit	11 065,00	12 880,00	-1 815,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		11 065,00	12 880,00	-1 815,00
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	Fournisseurs - fres non parvenues	94 760,78	157 514,20	-62 753,42
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		94 760,78	157 514,20	-62 753,42
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Dette provisions congés à payer	149 669,00	143 348,00	6 321,00
428210	Provision 13ème mois	21 552,00	23 134,00	-1 582,00
428220	Provision RTT	7 253,00	7 393,00	-140,00
428260	Provision autre prime	119 750,00	144 333,00	-24 583,00
428600	Personnel - autres charges à payer	1 531,70	37 715,24	-36 183,54
438200	Org. sociaux - Charges sur CP	66 599,00	61 637,00	4 962,00
438600	Charges sociales - charges à payer	51 689,00	10 000,00	41 689,00
438700	Charges sociales - pdts à recevoir		-1 135,19	1 135,19
438810	Prov chg 13ème mois	9 587,00	9 946,00	-359,00
438820	Prov chg RTT	3 223,00	3 176,00	47,00
438860	Prov chg autres primes	53 289,00	62 063,00	-8 774,00
448600	Etat - autres charges à payer	9 974,69	28 088,78	-18 114,09
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		494 117,39	529 698,83	-35 581,44
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	Intérêts courus à payer	2 846,58	3 401,83	-555,25
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		2 846,58	3 401,83	-555,25
TOTAL CHARGES A PAYER		602 789,75	703 494,86	-100 705,11
TOTAL GÉNÉRAL		602 789,75	703 494,86	-100 705,11

Produits à recevoir

Compte	Libellé	31/03/2023	31/03/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418190	Clients Groupe - Factures à établir		100 000,00	-100 000,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES			100 000,00	-100 000,00
AUTRES CREANCES				
438700	Charges sociales - pdts à recevoir		1 135,19	-1 135,19
451879	C/c int courus à recevoir Groupe	89 467,72	11 160,38	78 307,34
468700	Divers - produits à recevoir		397,44	-397,44
TOTAL AUTRES CREANCES		89 467,72	12 693,01	76 774,71
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		89 467,72	112 693,01	-23 225,29
TOTAL GÉNÉRAL		89 467,72	112 693,01	-23 225,29

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/03/2023	31/03/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION				
486000	Charges constatées d'avance	410 210,43	412 859,40	-2 648,97
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		410 210,43	412 859,40	-2 648,97
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		410 210,43	412 859,40	-2 648,97
TOTAL GÉNÉRAL		410 210,43	412 859,40	-2 648,97

Résultat des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	31/03/2023	31/03/2022	31/03/2021	31/03/2020	31/03/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 130 132	4 064 466	4 027 790	4 027 790	4 027 790
Nombre d'actions					
- ordinaires	270 819	266 513	264 108	264 108	264 108
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 927 741	5 334 294	5 185 216	5 177 073	5 051 129
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-2 562 810	-2 827 517	-2 101 377	-3 836 639	-4 848 585
Impôts sur les bénéfices			-104 175	-297 940	-581 296
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	186 631	91 254	81 461	204 815	187 281
Résultat net	-2 749 441	-2 918 771	-2 078 663	-3 743 514	-4 454 570
Résultat distribué					1 056 432
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-9,46	-10,61	-7,56	-13,4	-16,16
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-10,15	-10,95	-7,87	-14,17	-16,87
Dividende attribué	0	0	0	0	4
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	16	17	22	22	26
Masse salariale	1 624 069	1 816 655	1 881 665	1 774 294	1 872 426
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	766 312	1 098 717	830 812	775 336	793 311

NUMEN SA

Siège social : 24, rue Marc Seguin – 75018 PARIS
Société anonyme au capital de 4 130 132 euros

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 mars 2023

RSM PARIS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS
SAS au capital de 15.925.700 €
RCS PARIS 792 111 783
Membre du réseau RSM International
26, rue Cambacérès – 75008 PARIS

ATHEIS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE RENNES
SARL au capital de 100.000 €
RCS RENNES 817 403 793
RTE DU MEUBLE – CS 40623
35760 SAINT-GREGOIRE

NUMEN SA

Siège social : 24, rue Marc Seguin – 75018 PARIS
Société anonyme au capital de 4 130 132 euros

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 mars 2023

A l'assemblée générale de la société NUMEN SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

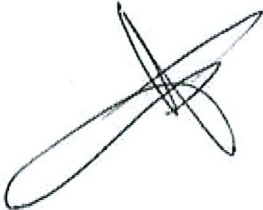
Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris et à Rennes, le 11 septembre 2023

Les commissaires aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A black ink signature consisting of several overlapping loops and lines, appearing to be 'Adrien Fricot'.

Adrien FRICOT

Associé

ATHEIS

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de
Rennes

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and lines, appearing to be 'David Costard'.

David COSTARD

Associé

NUMEN
Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 4.130.132,25 Euros
Siège social : 24, rue Marc Seguin - 75018 PARIS
RCS PARIS 383 270 402

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le 28 septembre à 9 heures, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale ordinaire au siège de la Société – 24 rue Marc Seguin Paris 18^e sur convocation faite par le Conseil de surveillance.

Chaque actionnaire a été convoqué par lettre recommandée ou par courriel en date du 11 septembre 2023.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance.

Madame Emmanuelle de Noirmont préside la séance en sa qualité de Présidente du Conseil de surveillance.

Monsieur Eric Proal et Madame Dominique Thomann acceptent les fonctions de scrutateurs.

Présence des commissaires aux comptes

- La société RSM, représentée par Monsieur Adrien Fricot, Commissaire aux comptes régulièrement convoqué est absente.
- La société Atheis, représentée par Monsieur David Costard, Commissaire aux comptes régulièrement convoqué est absente et excusée.

Madame Anne Pease assure le secrétariat de la séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 213 644 actions, sur les 270 819 actions ayant un droit de vote et qu'à ces 213 644 actions sont rattachées 213 644 voix.

La Présidente constate que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires:

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés par des Mandataires ;
- les formulaires de vote par correspondance ;
- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires
- la copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes ;
- les rapports du Directoire ;
- le tableau des résultats financiers des 5 derniers exercices ;
- le tableau des renseignements concernant les filiales et participations ;
- le rapport du Conseil de surveillance ;

- l'inventaire de l'actif et du passif de la Société au 31 mars 2023 ;
- les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2023 ;
- les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et les comptes consolidés ;
- la liste des conventions ;
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée ;
- les statuts.

Puis la Présidente, rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour ci-après :

- Rapport du Directoire sur les comptes sociaux et sur les comptes consolidés
- Rapport du Conseil de Surveillance
- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 mars 2023
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les Conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce et approbation desdites Conventions
- Approbation des dépenses non déductibles
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2023 et quitus aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2023
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2023
- Fixation des jetons de présence
- Examen de la situation des mandats des membres du Conseil de surveillance
- Autorisation donnée aux commissaires aux comptes pour le dépôt des rapports
- Questions diverses
- Pouvoirs

Après lecture des rapports du Directoire, du Conseil de surveillance et des rapports des commissaires aux comptes, la Présidente ouvre la discussion. Après échanges de vue, personne ne demandant plus la parole, la Présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'exercice écoulé tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux membres du Directoire, aux membres du Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 223 Quater du Code général des impôts, approuve expressément le montant global des dépenses et des charges visées à l'article 39.4 du Code général des impôts qui s'élève à 9 404 € pour l'exercice écoulé ainsi que l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élevant à 2 351 €.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-86 et suivants du Code de commerce et après avoir pris connaissance de ces conventions, déclare approuver chacune desdites conventions.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 2 749 440 € au report à nouveau. Cette affectation aura pour effet de porter le montant des capitaux propres à 21 157 763 €.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés au 31 mars 2023 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport du Directoire.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du conseil de surveillance pour l'exercice en cours à 18 000 €, soit 6 000 € par membre du Conseil.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale autorise le Commissaire aux comptes de la Société à adresser directement au greffe du Tribunal de commerce, dans les délais qui s'imposent à la Société, les rapports devant faire l'objet d'un dépôt et les documents qui y sont joints.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Un actionnaire représentant 750 voix s'abstient.
Dix-huit actionnaires représentant 212 894 voix votent pour.
Cette résolution est adoptée à la majorité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidente déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par les membres du bureau.

La Présidente
Madame Emmanuelle de Noirmont



La Secrétaire
Madame Anne Pease



Eric Proal



Les scrutateurs

Dominique Thomann



NUMEN
Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 4.130.132,25 Euros
Siège social : 24, rue Marc Seguin 75018 PARIS
RCS PARIS 383 270 402

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE Exercice clos le 31 mars 2023

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, des résultats de cette activité, des perspectives, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1. Situation et activité de la société au cours de l'exercice écoulé

1.1. NUMEN SA

Au cours de l'exercice, NUMEN SA a poursuivi son activité de holding et a fourni à l'ensemble de ses filiales des prestations de Direction Générale, Financière, Juridique, Informatique et Marketing. La société a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique avec un focus sur les orientations commerciales et l'organisation du Groupe.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 4.9 M€, en baisse par rapport à l'exercice précédent. L'analyse des comptes sociaux vous est présentée au §.9.

1.2. Filiales et participations

L'exercice clos le 31 mars 2023 a été marqué par les faits suivants :

- Un contexte économique difficile, avec en arrière-plan, la guerre russo-ukrainienne, entraînant des difficultés d'approvisionnement et une inflation importante, notamment sur l'énergie et les matières premières (taux d'inflation sur un an au 31 mars 2023 : 6.2%, source INSEE).
- Deux sites du pôle chèque ont été fermés et les productions transférées sur les sites de Carquefou et Dijon.
- Le projet DGDDI a été réalisé dans les temps et avec les niveaux de productivité attendus. Ce contrat représente en 2022, plus de 4 millions de chiffre d'affaires pour le pôle production digitale.

- Les équipes marketing et commerciales ont été réorganisées dans l'objectif de lever les freins au changement en assurant un meilleur alignement entre le marketing et la stratégie commerciale, et en mettant en place une organisation commerciale visant à plus d'efficacité et plus de cohérence.
- Ainsi, les deux directions marketing, stratégique et opérationnelle, ont été regroupées et les équipes commerciales Production Digitale et Editique ont été rassemblées sous la même direction. Cette simplification de l'organisation a entraîné le départ de deux directeurs non remplacés.
- La forte concurrence pour les compétences qui caractérise actuellement le marché de l'emploi se traduit à la fois par une certaine instabilité des équipes et par des difficultés de recrutement, particulièrement sensibles dans les domaines techniques et commerciaux.
- Après une première tentative non aboutie, un nouveau directeur général a été recruté à Madagascar, d'abord en management de transition. Le poste a été internalisé en 2023.
- Des difficultés dans la mise en marché de Doxtreem ont été constatées. Malgré les actions commerciales, les ventes ne sont pas au niveau espéré en raison notamment d'un marché très concurrentiel.
- Conformément au plan 2022, les premiers travaux sur le CFN ont été entamés.

1.2.1. SATEL-CIDEL SAS

SATEL-CIDEL est spécialisée dans l'impression et la personnalisation de titres de paiement (titres et chèques et remises de chèques). En 2022, deux sites de production ont été fermés afin de préserver la compétitivité de la société.

Le chiffre d'affaires de SATEL-CIDEL s'élève à 11.5 M€ à comparer à 12.7 M€ en 2022. La baisse de 9.5% constatée correspond à celle du marché, le chèque étant de moins en utilisé et les titres papier subissant les effets de la dématérialisation.

Le résultat d'exploitation s'établit à 57 K€ en légère diminution par rapport à l'année dernière.

La perte de l'exercice d'établit à (123) K€. En 2021, la perte s'établissait à (1 033) K€ en raison d'une provision exceptionnelle relative au projet de fermeture de deux sites.

1.2.3. SCI LES GRANGES D'AMBAZAC

La société LES GRANGES D'AMBAZAC est propriétaire d'un immeuble à Ambazac (87) qu'elle loue à SATEL-CIDEL sa maison mère. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, l'activité du site d'Ambazac a été transférée sur Dijon et Carquefou, et Satel-Cidel a arrêté de louer le bâtiment qui a été mis en vente par la société.

Ainsi le chiffre d'affaires s'est élevé à 69 K€ en baisse par rapport à 2021 (103 K€). Le résultat net reste positif et s'élève à 52 K€ à comparer à 85 K€ en 2021.

1.2.4. SCI DARRE L'ÉGLISE

La société DARRE L'ÉGLISE est propriétaire d'un immeuble à Barbazan (31) qu'elle loue à SATEL-CIDEL sa maison mère. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, l'activité du site de Darre l'Eglise a été transférée sur Dijon et Carquefou, et Satel-Cidel a arrêté de louer le bâtiment qui a été mis en vente par la société.

Ainsi le chiffre d'affaires s'est élevé à 112 K€ en baisse par rapport à 2021 (150 K€). Le résultat net reste positif et s'élève à 79 K€ à comparer à 124 K€ en 2021.

1.2.5. ICV SAS

ICV est spécialisée dans l'impression de fonds de chèque en sous-traitance pour le groupe et notamment les sociétés du pôle chèque.

La diminution des volumes constatés chez son client interne, la société SATEL-CIDEL, a été compensée par l'internalisation de prestations auparavant sous-traitées. Ainsi entre les deux exercices, le chiffre d'affaires est stable aux alentours de 3 M€.

Compte-tenu de l'augmentation du coût des matières premières, relativement maîtrisé en anticipant les achats, la perte nette se dégrade et passe de (14 K€) à (58 K€) entre les deux exercices.

1.2.6. NUMEN MARKETING SAS

NUMEN MARKETING est spécialisée dans la fabrication et la personnalisation de cartes cadeaux et cartes de fidélité et dans la gestion des données et prestations logistiques associées. La société a lancé de nouvelles offres à plus forte valeur ajoutée (carte multi service, carte étudiant, carte transport...) incluant, outre la production de la carte, des sites web de ventes et personnalisation de cartes cadeaux pour ses clients.

Entre les deux exercices, le chiffre d'affaires de NUMEN MARKETING a progressé, passant de 4.3 M€ à 5 M€ sous l'impulsion des équipes commerciales et la reprise des activités des clients fortement impactés par la crise sanitaire en 2020 et sur une partie de 2021.

Cependant la société a été impactée par l'augmentation des coûts des matières premières qui a pesé sur son résultat d'exploitation qui passe ainsi de 24 K€ à (189 K€).

En conséquence le résultat net se dégrade et passe de 26 K€ à (205) K€.

1.2.7. NUMEN SERVICES SAS

NUMEN SERVICES intervient dans les domaines de l'édition, de l'impression de titres de paiement, de la gestion de flux documentaires, de la réalisation de prestations de dématérialisation et de l'édition de solutions logicielles.

Le chiffre d'affaires de Numen Services est en croissance en 2022, porté par un contrat important, et passe de 24.3 M€ à 25.6 M€ en 2022.

La perte d'exploitation se réduit légèrement, et passe de (3.8) M€ à (3.5) M€, Numen Services ayant subi les hausses du coût des matières premières et de l'énergie.

L'abandon de créances de 3 M€ par Numen SA (3.9 M€ en 2021) permet de réduire la perte nette de la société qui s'élève à (566) K€ au 31 mars 2023.

1.2.8. NUMEN EUROPE SA

NUMEN EUROPE est une société de droit Luxembourgeois. Elle est spécialisée au sein du Groupe dans la numérisation documentaire et l'externalisation de processus documentaires.

Le chiffre d'affaires de NUMEN EUROPE est en progression et passe de 7.8 M€ à 9.3 M€. Combinée à un travail d'optimisation et d'amélioration des marges, cette progression a permis de maintenir le résultat d'exploitation à 0.2 M€.

Le résultat net s'élève à 0.1 M€.

1.2.9. NUMEN MADAGASCAR SA

La société NUMEN MADAGASCAR est une société anonyme, de droit malgache. NUMEN MADAGASCAR a obtenu le statut d'entreprise franche, suivant le décret d'agrément n° 93-091 en date du 24 mai 1993 compte-tenu de ses activités de prestations tournées vers l'exportation.

La Société est spécialisée dans la création de flux numériques documentaires. Elle travaille exclusivement pour les sociétés du Groupe NUMEN dont elle dépend pour son niveau d'activité.

Au cours de l'exercice, l'activité a dégagé un chiffre d'affaires de 2 M€ en baisse de 0.4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Ceci se traduit par une perte d'exploitation de (157) K€ en 2022 et un résultat net de (127) K€.

1.2.10. SCI ARINAIRA

La société ARINAIRA est propriétaire d'un immeuble qu'elle loue à NUMEN MADAGASCAR. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, l'activité est restée stable. Le chiffre d'affaires qui s'est élevé à 1 K€, correspond aux loyers perçus. La société est à l'équilibre au 31 mars 2023.

1.2.11. DocOne

NUMEN SA détient 15% dans la société NEFER la holding qui détient 100% de la société DocOne. La société DocOne a continué à exercer et développer ses activités d'édition de masse et de spécialité, GED, cartes, et archivage. La société dispose de deux sites de production (Bruguières et Bordeaux). La société DocOne clôture son exercice au 31 décembre 2022.

Le chiffre d'affaires de la société DocOne s'établit au 31 décembre 2022 à 26.7 M€ à comparer à 27.5 M€ lors de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement liée à l'activité éditique et aux effets de la dématérialisation.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1.2 M€ à comparer à 2.2 M€ en 2021. La baisse est expliquée par les augmentations des coûts matières (papier et enveloppes) et la diminution du chiffre d'affaires.

Le résultat net s'établit à 0.74 M€.

2. Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Il est précisé qu'aucun évènement important n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport.

3. Evolution prévisible de la situation de la société et perspectives d'avenir

Malgré un contexte incertain, lié à la crise géopolitique et au contexte inflationniste, le Groupe Numen a choisi de poursuivre sa stratégie de développement en investissant sur des activités et des marchés en croissance. Les activités historiques du Groupe sont encore profitables mais leurs marchés sont en baisse tendancielle et doivent faire face à de nouveaux usages. Sur ces activités traditionnelles, le Groupe doit faire face à l'incertitude de l'évolution des marchés historiques, chèques et titres notamment, et à l'accélération de la baisse qui a débuté en mars 2020.

NUMEN déploie donc une stratégie méthodique de développement de ses activités digitales et a ainsi décidé de se positionner comme un acteur de référence dans la digitalisation des organisations, à l'interface de la gestion des documents et des données.

Ces choix stratégiques visent à amplifier la présence de Numen sur des marchés à forte croissance. Ils s'appuient sur l'identité du Groupe construite autour de la valeur centrale de confiance, à travers un modèle de développement attentif aux attentes des clients en mettant à leur disposition des offres performantes et évolutives en fonction de leurs besoins.

4. Activités en matière de recherche et de développement

Les dépenses immobilisées par le groupe au cours de l'exercice en matière de recherche et développement s'élèvent à près de 690 K€. Ces dépenses ont généré un crédit d'impôt recherche de 14 K€.

5. Filiales et participations

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité de la Société (cf §1.2.). Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes annuels.

Nous vous rappelons que notre Société contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce les sociétés suivantes :

- ICV SAS
- LES GRANGES D'AMBAZAC SCI
- DARRE L'EGLISE SCI
- NUMEN SERVICES SAS
- SATEL-CIDEL SAS
- NUMEN MARKETING SAS
- NUMEN EUROPE SA
- NUMEN MADAGASCAR SA
- ARINAINA SCI

Les pourcentages de contrôle sont récapitulés en §.10. Ces sociétés ne détiennent aucune participation dans notre Société.

6. Informations relatives au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte-tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus de 10% du capital social au 31 mars 2023.

- Madame Emmanuelle de Noirmont
 - o Part du capital en pourcentage : 27.99 %
- Monsieur Jacques Proal
 - o Part du capital en pourcentage : 17.66 %

7. Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital social de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 mars 2023 :

- 3.15 % du capital est détenu par des salariés
- Aucune action n'est détenue au titre d'un plan d'épargne entreprise

8. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous communiquons les informations sur le délai de paiement de nos fournisseurs et de nos clients.

Synthèse des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

Tranches de retard de paiement	0	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 +
Nombre de factures concernées	3				
Montant total des factures concernées TTC	84 285 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pourcentage des ventes TTC de l'exercice	1,39%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Synthèse des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

(A) Tranches de retard de paiement	0	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 +
Nombre de factures concernées	9				
Montant total des factures concernées TTC	4 076 €	-46 124 €	-85 €	0 €	0 €
Pourcentage des achats TTC de l'exercice	0,16%	-1,79%	0,00%	0,00%	0,00%

9. Présentation des comptes sociaux

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2023 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Celles-ci n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

9.1. Bilan

Le total de bilan s'élève au 31 mars 2023 à 35.9 M€ à comparer à 42.7 M€ au 31 mars 2022. Cette variation de 6.8 M€ est expliquée :

- A l'actif
 - Diminution de 7.8 M€ de la trésorerie, en raison de la consommation de cash liée à l'exploitation.
 - Augmentation des autres créances de 1.5 M€ principalement liée aux créances intragroupes qui ont fait l'objet d'un paiement post-clôture.
- Au passif
 - Diminution des emprunts et dettes financières (3.6 M€). Celle-ci correspond à des remboursements d'emprunts et à la diminution des dettes intragroupe.
 - Diminution des capitaux propres en raison du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2023. Ainsi les capitaux propres passent de 24 M€ au 31 mars 2022 à 21.1 M€ au 31 mars 2023.

9.2. Compte de résultat

Le chiffre d'affaires de NUMEN SA est en diminution passant de 5.3 à 4.9 M€. Il comprend les facturations de prestations de services à l'ensemble des sociétés du Groupe. La diminution des facturations Groupe reflète la diminution des charges d'exploitation.

Celles-ci passent de 5.5 M€ en 2021 à 4.9 M€ en 2022 ; Cette évolution est le résultat des actions constantes de recherche d'économies.

Le résultat financier s'établit à -2.8 M€. Il comprend l'abandon de créance octroyés à NUMEN SERVICES pour un total de 3 M€.

Compte-tenu de ces éléments, la perte s'établit à (2.7) M€ au 31 mars 2023.

10. Présentation des comptes consolidés

Conformément aux dispositions de l'article L 233-16 du Code du commerce, notre Société établit des comptes consolidés. Au 31 mars 2023, le périmètre de consolidation du Groupe NUMEN comprenait les sociétés suivantes :

<i>Société</i>	<i>Siège</i>	<i>Pays</i>	<i>N°Siren</i>	<i>% intérêt</i>	<i>% contrôle</i>	<i>Mode de consolidation</i>
NUMEN SA	Paris (75)	FR	383 270 402	100%	100%	Intégration globale
ICV SAS	Beaumont Le Roger (27)	FR	303939 912	100%	100%	Intégration globale
LES GRANGES D'AMBAZAC SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	313 812 489	100%	100%	Intégration globale
DARRE L'EGLISE SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	304 102 783	100%	100%	Intégration globale
NUMEN SERVICES SAS	Chambray Les Tours (37)	FR	781 621 644	100%	100%	Intégration globale
SATEL-CIDEL SAS	Carquefou (44)	FR	322 480 138	100%	100%	Intégration globale
NUMEN MARKETING SAS	Paris (75)	FR	521 370 536	100%	100%	Intégration globale
NUMEN EUROPE SA	Howald	LU	B49686	100%	100%	Intégration globale
NUMEN MADAGASCAR SA	Antananarivo	MA	2003 B 00965	100%	100%	Intégration globale
SCI ARINAINA	Antananarivo	MA	2006 B 00002	100%	100%	Intégration globale

10.1. Bilan

Au 31 mars 2023, le total bilan s'élève 44.9 M€, en diminution de 9.8 M€ par rapport à l'exercice précédent. Les principales évolutions ont été les suivantes :

- A l'actif :
 - Diminution de 0.4 M€ des immobilisations incorporelles liée aux dotations aux amortissements des solutions développées en interne.
 - Baisse de 0.3 M€ des écarts d'acquisition en raison de la dotation aux amortissements annuelle.
 - Diminution de 0.9 M€ des immobilisations corporelles s'expliquant principalement par des mises au rebut importantes chez Satel-Cidel suite à la fermeture des sites d'Ambazac et de Barbazan.
 - Diminution de la trésorerie de 7.8 M€ sous l'effet de la consommation annuelle de cash liée aux investissements et à l'exploitation et des remboursements d'emprunt.
 - Diminution de 0.3 M€ des créances d'exploitation.

- Au passif :
 - Diminution des capitaux propres en raison du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2023 (perte de 3.9 M€). Ainsi les capitaux propres passent de 21.2 M€ au 31 mars 2022 à 17.2 M€ 31 mars 2023.

- Diminution des provisions pour risques et charges en raison de reprises de provision liée à la fermeture de deux sites du pôle chèque (1.3 M€) et à la revue des indemnités retraite (0,6 M€).
- Les dettes financières diminuent de 1.8 M€ sous l'effet du remboursement d'emprunts
- Les dettes d'exploitation diminuent de 2.2 M€ en raison notamment des remboursements des dettes sociales qui avaient l'objet d'un report d'échéance (mesures crise sanitaire).

10.2. *Compte de résultat*

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève au 31 mars 2023 à 48 M€ contre 45.2M€ l'année précédente.

A l'exception des activités cartes et production digitale en croissance sur l'exercice (respectivement +0.9 M€ et 3.9 M€), la baisse de l'activité se poursuit sur les activités traditionnelles pour lesquelles les sociétés du Groupe doivent faire face à la fois à une diminution des volumes, une érosion des prix et une augmentation des coûts matières.

Les activités digitales progressent, portées par un contrat gagné en début d'exercice et des hausses de volumes chez nos clients existants.

Le résultat d'exploitation est impacté par la hausse des coûts des matières premières et par le mix produit. Malgré les actions d'optimisation de marge et de réduction de coût, ainsi que la progression du chiffre d'affaires, la perte d'exploitation se dégrade et passe de 2.5 M€ à 2.8 M€.

Le résultat net se maintient entre les deux exercices en raison notamment de la baisse du résultat exceptionnel qui comprenait en 2022 une provision liée à la réorganisation des deux sites.

Nous vous demandons conformément aux articles L 225-100 et L 233-16 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés en annexe.

11. Affectation du résultat

L'exercice écoulé se traduit par une perte de 2 749 440 € que nous vous proposons de reporter à nouveau en totalité.

12. Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

13. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles visées aux articles 39-4 (pour le 223 quater) et 39-5 (pour le 223 quinquies) du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 9 404 €, correspondant à des dépenses non déductibles

fiscalement. Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 2 351 €.

14. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est joint conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code du commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

15. Contrôle des commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

16. Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

Le Directoire examine la situation des mandats du Conseil de surveillance et constate qu'aucun mandat n'est parvenu à son terme.

17. Autorisation des cautions, avals et autres garanties

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil de surveillance a autorisé, lors de sa réunion du 28 juin 2023 le Président du directoire à se porter caution au nom de NUMEN pour un montant de 2.5 M€ auprès de La Poste et de 5 M€ pour garantir le financement des filiales.

Cette autorisation est donnée pour une durée d'un an.



Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêt	31/03/2023	31/03/2022	31/03/2021	31/03/2020	31/03/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 130 132	4 064 466	4 027 790	4 027 790	4 027 790
Nombre d'actions					
- ordinaires	270 819	266 513	264 108	264 108	264 108
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 927 741	5 334 294	5 185 216	5 177 073	5 051 129
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	-2 562 810	-2 827 517	-2 101 377	-3 836 839	-4 848 585
Impôts sur les bénéfices			-104 175	-297 940	-581 296
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	186 631	91 254	81 461	204 815	187 281
Résultat net	-2 749 441	-2 918 771	-2 078 663	-3 743 514	-4 454 570
Résultat distribué					1 056 432
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot, amortissements, provisions	-9,46	-10,61	-7,56	-13,4	-16,16
Résultat après impôt, participation dot, amortissements et provisions	-10,15	-10,95	-7,87	-14,17	-16,87
Dividende attribué	0	0	0	0	4
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	16	17	22	22	26
Masse salariale	1 624 069	1 816 655	1 881 665	1 774 294	1 872 426
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	766 312	1 098 717	830 812	775 336	793 311

NUMEN SA

Siège social : 24 Rue Marc Seguin – 75018 Paris
Société anonyme au capital de 4 130 132 euros

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

Exercice clos le 31 mars 2023

RSM PARIS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS
SAS au capital de 15.925.700 €
RCS PARIS 792 111783
Membre du réseau RSM International
26, rue Cambacérès – 75008 PARIS

ATHEIS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE RENNES
SARL au capital de 100.000 €
RCS RENNES 817 403 793
RTE DU MEUBLE – CS 40623
35760 SAINT-GREGOIRE

NUMEN SA

Siège social : 24 Rue Marc Seguin – 75018 Paris
Société anonyme au capital de 4 130 132 euros

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 mars 2023

A l'assemblée générale de la société NUMEN SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NUMEN SA relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Immobilisations incorporelles

Les notes 3.2 et 4.1 « Immobilisations incorporelles » des règles et méthodes comptables présentées en annexe exposent la méthode retenue pour la mise en place de tests de dépréciation effectués notamment sur la valeur des parts de marchés. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes comptables utilisées, les données et hypothèses retenues, la documentation fournie ainsi que les évaluations qui en résultent. Nous nous sommes par ailleurs assurés que l'annexe aux états financiers donne une information appropriée.

Impôts différés

Les notes 3.6 et 4.7 « Impôts différés » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables retenues pour comptabiliser les impôts différés, ainsi que leur détail. Ces derniers présentent une position nette active de 2,1 millions d'euros au 31 mars 2023. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes retenues et nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

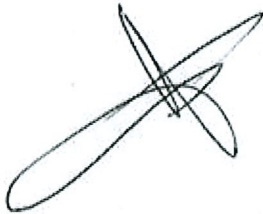
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris et à Rennes, le 11 septembre 2023

Les commissaires aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Adrien FRICOT

Associé

ATHEIS

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de
Rennes



David COSTARD

Associé

GRUPE NUMEN : BILAN CONSOLIDE

en milliers d'€uros

ACTIF	31.03.2023	31.03.2022
Immobilisations incorporelles		
. Ecart d'acquisition	234	474
. Brevets, licences	3 330	3 700
. Autres immobilisations incorporelles	118	118
Immobilisations corporelles		
. Terrains, constructions	1 685	1 846
. Autres immobilisations corporelles	3 692	4 234
. Avances et immobilisations en cours	78	220
Immobilisations financières		
. Titres de participation		
. Autres titres immobilisés		
. Autres immobilisations financières	1 406	1 472
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 543	12 065
Stocks	4 980	4 377
Créances clients	11 683	11 724
Autres créances et comptes de régul.		
. Créances d'exploitation diverses	1 284	1 900
. Impôts différés actifs	2 125	2 427
. Charges constatées d'avance	1 465	1 534
Valeurs mobilières de placement	8 128	8 039
Disponibilités	4 701	12 638
TOTAL ACTIF CIRCULANT	34 366	42 639
TOTAL ACTIF	44 909	54 703

GRUPE NUMEN : BILAN CONSOLIDE

en milliers d'Euros

PASSIF	31.03.2023	31.03.2022
Capital social	4 130	4 064
Réserves consolidées part du Groupe	17 056	21 041
Résultat consolidé part du Groupe	-3 933	-3 864
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	17 253	21 241
Réserves consolidées part des minoritaires		
Résultat consolidé part des minoritaires		
INTERETS MINORITAIRES		
Provisions pour risques et charges	1 997	3 760
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 997	3 760
Dettes financières		
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 375	10 124
. Dettes sur crédit bail	786	816
. Dettes financières diverses	1	5
TOTAL DETTES FINANCIERES	9 162	10 945
Dettes d'exploitation		
. Dettes sur immobilisations	45	288
. Dettes fournisseurs	7 749	8 253
. Dettes fiscales et sociales	5 371	6 784
. Autres dettes d'exploitation	2 268	2 242
. Produits constatés d'avance	1 064	1 190
TOTAL DETTES D'EXPLOITATION	16 498	18 757
TOTAL PASSIF	44 909	54 703

GROUPE NUMEN : COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros

COMPTE DE RESULTAT	31.03.2023	31.03.2022
Chiffre d'affaires	47 976	45 226
Production stockée et immobilisée	681	262
Reprise de provisions et transferts de charges	1 200	1 239
Autres produits	232	495
PRODUITS D'EXPLOITATION	50 090	47 222
Consommation de matières premières, marchandises	5 741	4 803
Autres achats et charges externes	20 088	16 444
Impôts et taxes	776	749
Salaires	17 239	17 948
Charges sociales	5 973	6 540
Dotations aux amortissements	2 868	3 118
Dotations aux provisions	66	53
Autres charges	125	77
CHARGES D'EXPLOITATION	52 877	49 731
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS DES ECARTS D'ACQUISITION	(2 787)	(2 509)
Amortissements des écarts d'acquisition	(240)	(239)
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES AMORTISSEMENTS DES ECARTS D'ACQUISITION	(3 027)	(2 748)
Charges et produits financiers	20	457
Charges et produits exceptionnels	(624)	(1 502)
Impôts sur les résultats	(301)	(71)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	(3 933)	(3 864)
Quote-part dans les résultats des sociétés en équivalence		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-3 933	-3 864
Part des minoritaires		
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	(3 933)	(3 864)
RESULTAT PAR ACTION	-14,52 €	-14,50 €
RESULTAT DILUE PAR ACTION	-14,52 €	-14,50 €

GROUPE NUMEN : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
en milliers d'euros

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE			31.03.2023	31.03.2022
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE				
<i>Résultat net des sociétés intégrées</i>			-3 933	-3 864
<i>Eliminations des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			1 915	4 082
- Amortissements et provisions			1 542	4 005
- Variation des impôts différés			113	-46
- Plus values de cessions			259	123
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées			-2 005	218
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			-1 922	-1 953
	<i>Besoins</i>	<i>Dégagements</i>		
- Stocks et en cours	607			
- Clients		31		
- Autres créances		687		
- Fournisseurs	502			
- Autres dettes	1 532			
Totaux	2 641	719		
Flux net de trésorerie générés par l'activité			-3 927	-1 735
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations			-1 941	-2 205
Cessions d'immobilisations			68	21
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement			-1 873	-2 184
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			-1	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Augmentation de capital en numéraire ou réduction de capital				
Variation sur emprunts			-2 026	1 326
Acquisition d'actions propres				
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement			-2 026	1 362
Incidence de la variation du taux de change			-5	-7
VARIATION DE LA TRESORERIE				
Trésorerie d'ouverture			20 666	23 229
Trésorerie de clôture (note 4.6)			12 834	20 666
Variation de la trésorerie			-7 831	-2 564

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023**

(En milliers d'euros)

Sommaire

1. Evénements significatifs de l'exercice	4
2. Périmètre et méthodes de consolidation	5
2.1 Périmètre de consolidation	5
2.2 Méthodes de consolidation	6
2.3 Modalités retenues	6
3. Principes et méthodes comptables	7
3.1 Ecart d'acquisition	7
3.2 Immobilisations incorporelles	7
3.3 Immobilisations corporelles	7
3.4 Immobilisations financières	8
3.5 Stocks	8
3.6 Impôts différés	8
3.7 Trésorerie	8
3.8 Produits et charges exceptionnels	8
3.9 Engagements de retraite	8
3.10 Résultats par action	10
3.11 Variation de périmètre	10
4. Notes sur le bilan	10
4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles	10
Ecart d'acquisition	12
4.2 Immobilisations financières	13
4.3 Stocks	13
4.4 Créances clients	14
4.5 Autres créances d'exploitation	14
4.6 Trésorerie	15
4.7 Impôts différés	15
4.8 Variation des capitaux propres consolidés	16
4.9 Provisions pour risques et charges	18
4.10 Emprunts et dettes financières	19
4.11 Autres dettes	19
5. Notes sur le compte de résultat	20
5.1 Chiffre d'affaires	20

5.2	Résultat financier		21
5.3	Résultat exceptionnel		22
5.4	Impôts sur les bénéfices		23
5.5	Passage des résultats sociaux au résultat consolidé		24
6.	Autres informations		24
6.1	Effectifs		24
6.2	Engagements		25
6.2.1	Engagements hors bilan	25	
6.3	Périmètre d'intégration fiscale		25
6.4	Honoraires de commissaires aux comptes		25
7.	Événements postérieurs à la clôture		26
8.	Rémunération des dirigeants		26

Les comptes consolidés sont établis et présentés conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985, de son décret d'application du 17 février 1986 et du nouveau règlement ANC 2020-01.

Ces comptes sont également établis en tenant compte de l'avis n°2006-E du 6 décembre 2006 du Comité d'urgence du CNC, relatif aux mesures transitoires de comptabilisation des parts de marché dans les comptes consolidés.

Les comptes consolidés, ainsi que les éléments de l'annexe, sont présentés en milliers d'euros.

1. Evénements significatifs de l'exercice

Restructuration des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac :

Le groupe Numen a procédé à la fermeture des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac et a transféré les productions sur les sites de Carquefou et de Dijon. La société limite ainsi la dégradation de son résultat d'exploitation ce qui permet de sauvegarder sa compétitivité.

Le Comité Social et Economique ayant été informé le 4 mars 2022, une provision pour restructuration avait été comptabilisée à hauteur de 1 273 225 € au 31/03/2022.

Cette provision a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 1 187 079 € sur l'exercice ; Reste donc un solde 86 148 € correspondant pour 78 517 € à de la formation et pour 7 630 € à des frais de reclassement.

Les dépenses liées à la sous-activité ont été reclassées en charges exceptionnelles pour 232 317 €

Le stock de pièces détachées des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac pour un total de 130 850 € a également été passé en charges exceptionnelles.

2. Périmètre et méthodes de consolidation

2.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

Société	Siège	Pays	Activité	N° Siren	% Intérêt	% Contrôle	Mode de consolidation
Numen SA	Paris (75)	FR	Holding	383 270 402	100.00%	100.00%	Int. globale
ICV SAS	Beaumont le Roger (27)	FR	Imprimerie	303 939 912	100.00%	100.00%	Int. globale
Les Granges d'Ambazac SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	Société Immobilière	313 812 489	100.00%	100.00%	Int. globale
Darré l'Eglise SCI	Barbazan-Débat (65)	FR	Société immobilière	304 102 783	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Services SAS	Chambray les Tours (37)	FR	Traitement de données	781 621 644	100.00%	100.00%	Int. globale
Satel-Cidel SAS	Carquefou (44)	FR	Traitement de données	322 480 138	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Marketing SAS	Paris (75)	FR	Moyens de paiement	521 370 536	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Europe SA	Contern	LU	Traitement de données	B49686	100.00%	100.00%	Int. globale
Numen Madagascar SA	Antananarivo	MA	Traitement de données	2003 B 00965	100.00%	100.00%	Int. globale
Arinaina SCI	Antananarivo	MA	Société Immobilière	2006 D 00002	100.00%	100.00%	Int. globale

L'ensemble des sociétés consolidées arrête ses comptes au 31 mars 2023, à l'exception des sociétés civiles immobilières clôturant au 31 décembre 2022. Aucun retraitement n'a été effectué sur le compte de résultat, dans la mesure où la date de clôture n'est pas antérieure de plus de trois mois et qu'aucune opération significative n'a été recensée du 1er janvier au 31 mars 2023.

2.2 Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

2.3 Modalités retenues

- Les transactions et résultats internes entre les sociétés intégrées sont éliminés.
- L'incidence sur les comptes des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale est éliminée (amortissements dérogatoires).
- Les locations-financements sont retraitées en immobilisations et dettes financières. Les incidences sur les exercices antérieurs ont été portées en réserves.
- Les impôts différés sont calculés, société par société, pour :
 - Toutes les différences temporaires apparaissant entre le résultat comptable consolidé et le résultat fiscal,
 - Les retraitements de consolidation et l'élimination des opérations internes à l'ensemble consolidé.
- Les soldes d'impôt actif résultant des déficits reportables ne sont comptabilisés qu'en cas de forte probabilité d'imputation.

Méthodes de conversion : Les états financiers des sociétés étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire la monnaie locale.

Les comptes de gestion de Numen Madagascar et de la SCI Arinaina ont été convertis au taux moyen de 4 357.23 Ariary pour 1 euro contre un taux de 4 522.77 Ariary pour 1 euro l'exercice précédent.

Les comptes de bilan de Numen Madagascar et de la SCI Arinaina ont été convertis au taux au 31 mars 2023 de 4 697.45 Ariary pour 1 euro contre un taux de 4 428.91 Ariary pour 1 euro l'exercice précédent.

La devise fonctionnelle du Groupe est l'euro qui est également retenue comme devise de présentation des comptes consolidés.

Le Groupe applique la méthode du taux de clôture pour la conversion des comptes de ses filiales :

- Les actifs et les passifs en devises de fonctionnement autres que l'euro sont convertis aux cours de clôture, à l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont utilisés, et les éléments du compte de résultat aux cours moyens de l'exercice ;
- La différence de conversion qui en résulte est comptabilisée directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

3. Principes et méthodes comptables

Les règles comptables utilisées par le Groupe pour les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

A compter de l'exercice clos le 31 mars 2023, la société applique de manière obligatoire le règlement ANC n°2020-01 du 9 octobre 2020 qui abroge le règlement n°99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, et ses règlements modificatifs.

Les principales modifications qui résultent de la mise en œuvre de ce règlement pour les comptes consolidés de Numen se limitent aux changements de présentation ci-après :

- Incorporation des écarts d'acquisition dans les immobilisations incorporelles,
- Création de deux résultats d'exploitation, l'un avant les amortissements et les dépréciations des écarts d'acquisition et, l'autre après ces charges.

L'entrée en vigueur de ce règlement n'a pas d'incidence significative sur les états financiers du groupe.

3.1 Ecarts d'acquisition

A la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, la différence constatée entre le coût d'acquisition de ses titres et la valeur des actifs et passifs acquis est inscrite à l'actif du bilan au poste « écarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement en fonction des hypothèses d'investissement, sauf lorsque les circonstances motivent un mode d'amortissement ou une durée inférieure.

3.2 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis en linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

La valeur des parts de marché est suivie à la clôture de chaque exercice et font l'objet éventuellement d'un test de dépréciation basé sur l'évaluation d'un expert indépendant. Elles sont, le cas échéant, dépréciées, pour tenir compte de leurs valeurs actuelles à la date de clôture de l'exercice.

3.3 Immobilisations corporelles

Les durées d'amortissement pratiquées par le Groupe sont les suivantes :

Constructions	15 à 25 ans	Linéaire
Agencements - Installations	5 à 10 ans	Linéaire
Installations techniques - Matériels	3 à 10 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans	Linéaire

Les dotations linéaires et dégressives aux amortissements représentatives de la durée d'utilisation sont maintenues dans les comptes consolidés.

3.4 Immobilisations financières

Le poste concerne notamment d'autres immobilisations financières (titres immobilisés, dépôts et cautionnements, prêts).

Une dépréciation est constituée si la valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à la valeur comptable.

3.5 Stocks

Les stocks de matières premières sont valorisés suivant la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis sont valorisés en prenant en considération le prix de vente auquel est appliqué un coefficient d'abattement représentant la marge commerciale, les frais de distribution et les frais financiers.

Au vu de la politique de stock toujours en mouvement, il n'a pas été passée de dépréciation du stock.

3.6 Impôts différés

À la suite de la loi de finances 2018 prévoyant une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés, le taux d'impôt différé a été porté à 25% de façon générale.

Sur l'entité Numen Madagascar un taux de 10 % a été retenu.

3.7 Trésorerie

Le Groupe NUMEN définit la trésorerie comme l'ensemble des liquidités en comptes courants bancaires et en placements de trésorerie sans risque, sous déduction des découverts bancaires.

3.8 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

3.9 Engagements de retraite

Les engagements du Groupe en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des Unités de crédits projetés (PBO) tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans chacune des sociétés, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31 mars 2023 s'élève à 2 245 K€ (charges sociales incluses).

Au cours de l'exercice 2001/2002, le Groupe a souscrit, dans la plupart des sociétés, une police d'assurance pour couvrir ces engagements en matière de retraite. Aucun versement n'a été effectué sur l'exercice. Les engagements non couverts par les assurances s'élevaient à 1 747 K€ au 31 mars 2023. Ces engagements ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes consolidés.

A ces engagements, il faut ajouter ceux relatifs à la société ex Numen Digital qui ont été constatés dans les comptes sociaux pour 133 K€.

Le montant total des engagements se porte ainsi à 1 880 K€.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Année de calcul : Du 01/04/22 au 31/03/23
- Taux d'actualisation : 3 %
- Revalorisation des salaires : 2.50 %
- Type de départ : A l'initiative du salarié
- Age de départ : Age auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 par sexe
- Table de mobilité : Taux décroissants en fonction de l'âge
- Méthode de calcul : Unités de Crédit Projetés (BPO)
- Convention collective :
ICV : Imprimerie de Labeur
Pour le reste du groupe : SYNTEC

3.10 Résultats par action

Ces résultats sont déterminés par référence à l'avis n° 27 de l'OEC. Les résultats par action sont calculés sur le résultat net, part du groupe.

3.11 Variation de périmètre

Néant

4. Notes sur le bilan

4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe est présentée dans le tableau ci-dessous :

Valeurs brutes	31.03.2022	Variation périmètre	Entrées	Sorties (1)	Ecart conversion	31.03.2023
Incorporelles ⁽²⁾	22 432		820	667	- 20	22 565
Corporelles ⁽²⁾	44 689		896	3 307	- 100	42 178
Corporelles en crédit-bail	5 947		260	122		6 086
TOTAL	73 067	-	1 977	4 096	- 120	70 828

Amortissements et dépréciations	31.03.2022	Variation périmètre	Dotations	Sorties	Ecart conversion	31.03.2023
Incorporelles ⁽²⁾	18 614		1 189	667	- 19	19 117
Corporelles ⁽²⁾	39 245		1 367	3 008	- 78	37 527
Corporelles en crédit-bail	5 090		311	122		5 280
TOTAL	62 949	-	2 868	3 796	- 97	61 924

TOTAL VALEURS NETTES	10 118	-	- 891	299	- 24	8 903
-----------------------------	---------------	----------	--------------	------------	-------------	--------------

(1) dont mises aux rebus : 3 634

(2)

Analyse des immobilisations incorporelles

La valeur nette comptable des immobilisations incorporelles affiche une baisse de - 370 K€ (VNC).

Cette dernière fait suite principalement à :

Les dotations aux amortissements des solutions développées en interne chez Numen Services dont les principales s'élèvent à 864 K€ dont voici le détail :

- ⇒ Doxtreem : 418 K€
- ⇒ Numen Extract : 236 K€
- ⇒ Smartged : 82 K€
- ⇒ Easy Folder Case Manager : 128 K€

Principales entités impactant les immobilisations incorporelles :

Numen représente 1 404 K€ (soit 43 % de la VNC) et Numen Services 1 536 K€ (soit 47 % de la VNC) des immobilisations incorporelles figurant dans la consolidation.

S'agissant de Satel-Cidel :

À la suite d'un test de dépréciation, la valeur du fonds de commerce a été maintenue à zéro.

Le fonds de commerce (100 K€), racheté en 1997 à « Solutions laser », correspond à une partie de l'activité édition et mise sous plis. L'évaluation du fonds commercial n'a pas mis en évidence de dépréciation à comptabiliser.

Pour donner suite à la modification du code de commerce en juillet 2015, les modalités de comptabilisation des malis de fusion et des fonds commerciaux ont changé. La durée d'utilisation des fonds de commerce est présumée illimitée. En contrepartie de la présomption de durée non limitée du Fonds commercial, l'ANC impose la réalisation d'un test de dépréciation systématique au minimum une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur (art .214-15 du PCG). Dans le cas présent, la durée d'utilisation du fonds est estimée comme étant illimitée. La valeur du fonds au 31 mars 2023 n'a pas été remise en cause par le test de dépréciation effectué.

Analyse des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles nettes représentent 5 451 K€ et affichent une baisse de - 838 K€ depuis la précédente clôture.

Cela s'explique principalement par des mises aux rebuts importantes chez Satel-Cidel pour 3 405 K€ suite à la fermeture des sites de Barbazan-Debat et Ambazac.

Ecarts d'acquisition

Les valeurs brutes et nettes des écarts d'acquisition positifs ont varié comme suit :

	Brut 31.03.2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre (*)	Reclassement	Ecart de conversion	Brut 31.03.2023
NUMEN	36 104						36 104
I.C.V.	1 368						1 368
SATEL	1 341						1 341
NUMEN SERVICES	8 302						8 302
NUMEN MADAGASCAR	204					- 11	193
TOTAL	47 319	-	-			- 11	47 308

	Amortissements au 31.03.2022	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre (*)	Reclassement	Ecart de conversion	Amortissements au 31.03.2023
NUMEN	35 665	219					35 885
I.C.V.	1 368						1 368
SATEL	1 341						1 341
NUMEN SERVICES	8 302						8 302
NUMEN MADAGASCAR	168	21				- 11	178
TOTAL	46 845	240	-			- 11	47 074

474	TOTAL VALEURS NETTES					234
------------	-----------------------------	--	--	--	--	------------

4.2 Immobilisations financières

Valeurs brutes	31.03.2022	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion	31.03.2023
Autres titres de participation	1 276	-	-	-	-	1 276
Autres titres immobilisés	4	-	0	-	-	4
Autres immobilisations financières	192	-	3	60	- 0	134
TOTAL	1 472	-	3	60	- 0	1 415

Dépréciation	31.03.2022	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	31.03.2023
Autres titres de participation	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	9	-	-	9
TOTAL	-	-	9	-	-	9

TOTAL VALEURS NETTES	1 472	-	- 6	60	- 0	1 406
-----------------------------	--------------	----------	------------	-----------	------------	--------------

4.3 Stocks

Les stocks se décomposent comme suit :

	31.03.2023			31.03.2022		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières et autres approvisionnements	4 052	2	4 050	3 440	3	3 437
Produits intermédiaires et finis	752	-	752	777	-	777
En-cours de production	178	-	178	163	-	163
TOTAL	4 982	2	4 980	4 380	3	4 377

4.4 Créances clients

	31.03.2023	31.03.2022
Clients et comptes rattachés	11 696	11 727
Dépréciation	13	4
Comptes clients nets	11 683	11 724

Les créances clients ayant une échéance supérieure à un an s'élèvent à 15 K€. Ces créances sont dépréciées à 100 %.

4.5 Autres créances d'exploitation

	31.03.2023			31.03.2022		
	Brut	Déprécia-tion	Net	Brut	Déprécia-tion	Net
Personnel	3		3	3		3
Etat	1 011		1 011	1 444		1 444
Débiteurs divers	271		271	453		453
Impôt différé actif	2 125		2 125	2 427		2 427
Charges constatées d'avance	1 465		1 465	1 534		1 534
TOTAL	4 874	-	4 874	5 861	-	5 861

Toutes les autres créances d'exploitation et dettes diverses sont à une échéance inférieure à un an.

4.6 Trésorerie

	31.03.2023	31.03.2022
Valeurs mobilières de placement	8 143	8 039
Disponibilités	4 701	12 638
Provision sur VMP	- 14	-
Total	12 829	20 678

Dans le tableau des flux de trésorerie, le poste trésorerie est déterminé de la façon suivante:

	31.03.2023	31.03.2022
Valeurs mobilières de placement	8 143	8 039
Disponibilités	4 701	12 638
Concours bancaires	- 10	- 12
Total	12 834	20 666

4.7 Impôts différés

Les impôts différés au 31 mars 2023 se décomposent de la manière suivante :

	ID nets	
	Base	Impôt
Décalages temporaires		
Contribution sociale de solidarité	3	1
Effort construction	58	15
Congés payés	61	15
Retraites	133	33
OPCVM	84	21
Activation des déficits	6 615	1 654
Retraitements		
Amort. Dérogatoires	531	- 133
Crédits-bails	9	- 2
Cessions internes	43	- 11
Engagements retraite	- 1 747	437
Ecarts d'évaluation Numen Madagascar (note a)	125	- 13
TOTAL	5 968	2 022

Note a : le taux d'impôt différé retenu pour Madagascar s'élève à 10%.

4.8 Variation des capitaux propres consolidés

Les capitaux propres ont évolué de la façon suivante :

TABLEAU DE VARIATION DE L'EXERCICE DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU GROUPE				
	Capital	Réserves con- solidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres consoli- dés
Situation à la clôture 31.03.2019	4 028	32 758	- 3 397	33 389
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 397	3 397	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		- 1 050		- 1 050
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 669	- 3 669
* Augmentation de capital NUMEN				-
* Ecart de conversion		- 20		- 20
* Autres		- 9		- 9
Situation à la clôture 31.03.2020	4 028	28 282	- 3 669	28 641
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 669	3 669	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		-		-
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 487	- 3 487
* Augmentation de capital NUMEN				-
* Ecart de conversion		- 53		- 53
* Autres		2		2
Situation à la clôture 31.03.2021	4 028	24 562	- 3 487	25 103
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 487	3 487	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		-		-
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 864	- 3 864
* Augmentation de capital NUMEN	37	- 37		-
* Ecart de conversion		3		3
* Autres		-		-
Situation à la clôture 31.03.2022	4 064	21 042	- 3 864	21 242
Mouvements de l'exercice :				
* Affectation résultat N-1		- 3 864	3 864	-
* Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		-		-
* Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			- 3 933	- 3 933
* Augmentation de capital NUMEN	66	- 66		-
* Ecart de conversion		- 56		- 56
* Autres		-		-
Situation à la clôture 31.03.2023	4 130	17 056	- 3 933	17 253

TABLEAU DE VARIATION DE L'EXERCICE DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DES INTERETS MINORITAIRES			
	Réserves conso- lidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres consolidés
Situation à la clôture 31.03.2019	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2020	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2021	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2022	-	-	-
Mouvements de l'exercice :			
Situation à la clôture 31.03.2023	-	-	-

4.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges au 31 mars 2023 se décomposent de la manière suivante :

	31.03.2022	Variation périmètre	Dotations	Reprises	31.03.2023	
Provision pour litiges	70	-	-	65	5	(A)
Provision pour contrôle fiscal	25	-	-	-	25	(B)
Provision pour retraite	2 349	-	50	519	1 880	(C)
Provision pour restructuration	1 273	-	-	1 187	86	(D)
Provision pour charges	42	-	-	42	-	
TOTAL	3 760	-	50	1 813	1 997	

(A) Provision pour litige :

Litige de nature sociale pour 5 K€

(B) Provision pour redressement fiscal :

Cette provision concerne intégralement des rappels de charges foncières (CFE et/ou Taxe foncière) à la suite de contrôles fiscaux.

Seule la société Satel-Cidel est concernée.

(C) Provision pour retraite :

La variation de provision est de - 469 K€.

Cette reprise s'explique principalement par la restructuration des sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac pour - 354 K€.

Numen Services représente 1 124 K€ sur 1 880 K€ soit 70 %

(D) Provision pour restructuration :

La société SATEL-CIDEL a fermé les sites de Barbazan-Debat et d'Ambazac et a transféré les productions sur les sites de Carquefou et de Dijon.

Le Comité Social et Economique ayant été informé le 4 mars 2022, une provision pour restructuration avait été comptabilisée au 31/03/2022 à hauteur de 1 273 K€.

Cette provision a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 1 187 079 € sur l'exercice.

Reste donc un solde de 86 148 € correspondant pour 78 517 € à de la formation et pour 7 630 € à des frais de reclassement.

4.10 Emprunts et dettes financières

La répartition des dettes financières par nature et par échéance au 31 mars 2023 est la suivante :

	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Concours bancaires	10	-	-	10
Emprunts bancaires	1 638	6 728	-	8 365
Dettes sur crédit-bail	311	475	-	786
Dettes financières diverses	1			1
TOTAL	1 959	7 202	-	9 162

4.11 Autres dettes

	31.03.2023	31.03.2022
Fournisseurs	7 749	8 253
Personnel	4 469	5 923
Etat	872	830
Impôt différé passif	31	32
Dettes sur immobilisations	45	288
Autres dettes	2 268	2 242
Produits constatés d'avance	1 064	1 190
TOTAL	16 498	18 757

Toutes les dettes d'exploitation et dettes diverses sont à une échéance inférieure à un an.

5. Notes sur le compte de résultat

5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé se décompose de la façon suivante :

<i>Par activité :</i>	31.03.2023	31.03.2022
. Chèques et titres	14 175	15 582
. Editique	9 581	10 252
. Programmes & Cartes	4 945	4 041
. Production Digitale	17 200	13 426
. Edition Logicielle	1 801	1 921
. Divers	274	4
TOTAL	47 976	45 226

Quelques dossiers hybrides ont été reclassés sur l'exercice.

A des fins de comparaison, les mêmes modifications ont été apportées sur le comparatif au 31/03/2022

5.2 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

Total produits financiers	286
▪ Produits nets sur cessions VMP	88
▪ Produits de contrats de capitalisation	96
▪ Escomptes obtenus	11
▪ Gain de change	91
Total charges financières	266
▪ Charges d'intérêt sur emprunts	118
▪ Charges d'intérêt et autres charges financières	52
▪ Perte de change	51
▪ Provisions dépréciation VMP	14
▪ Autres charges financières	31
Soit un résultat financier de :	20

5.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'analyse de la façon suivante :

	31.03.2023
- VNC des éléments cédés	122
- Pénalités, contraventions	65
- Frais de restructuration	1 564
- Indemnités transactionnelles	89
- Majoration de retard	2
- Licenciement pour motif économique	49
- Divers	2
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 894
- Prix de cession des immobilisations cédées	8
- Reprise provision restructuration	1 252
- Divers	10
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 270
TOTAL	- 624

5.4 Impôts sur les bénéfices

L'impact de l'impôt sur les bénéfices se traduit par une charge nette de - 301 K€ qui se décompose de la façon suivante :

Charge d'impôt exigible	5
Charge d'impôt différé	- 306
TOTAL	- 301 K€

La preuve d'impôt est la suivante :

Résultat comptable avant impôt	- 3 632	
Charge d'impôt théorique	908	
Crédits d'impôts	92	
Utilisation de déficits non activés précédemment	85	
Déficits fiscaux non activés	- 506	
Autres impôts	- 7	
Impact des retraitements de consolidation	- 60	
Différentiel de taux à l'étranger	- 10	
Impact du report variable – changement de taux	0	
Différences permanentes	- 803	
Charge d'impôt effective	- 301	

5.5 Passage des résultats sociaux au résultat consolidé

Résultats sociaux des sociétés	- 3 640
Retraitement des crédits-bails	- 21
Retraitement des amortissements dérogatoires	- 189
Engagements retraite	475
Amortissement Goodwill	- 240
Impôts différés	- 306
Neutralisation plus-value interne	185
Résultat des sociétés transparentes	- 134
Annulation des loyers intercos du 1 ^{er} trimestre 2023	- 63
Résultat de l'exercice	- 3 933

6. Autres informations

6.1 Effectifs

Au cours de l'exercice 2022/2023, l'effectif moyen (y compris l'intérim) du Groupe se décompose de la façon suivante :

	31.03.2023	31.03.2022
Cadres :	178	183
Agents de maîtrise :	51	49
Employés et ouvriers :	528	550
TOTAL	757	782

	31.03.2023	31.03.2022
Charges de personnel	23 213	24 488
Intérim	3 827	1 012
TOTAL	27 039	25 500

6.2 Engagements

6.2.1 Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dettes garanties par des sûretés réelles	2 663
Intérêts sur emprunts	515

Engagements reçus

Garantie de l'Etat sur les PGE	6 961
--------------------------------	-------

6.3 Périmètre d'intégration fiscale

Le périmètre d'intégration fiscale se présente comme suit :

Tête de groupe : Numen

Sociétés membres : Numen Marketing, ICV, Satel-Cidel et Numen Services.

6.4 Honoraires de commissaires aux comptes

La charge des honoraires des commissaires aux comptes est répartie de la façon suivante :

Sociétés	31.03.2023
Numen	42 664
Numen Services	24 210
Satel-Cidel	24 103
ICV	10 458
Numen Europe	17 852
Numen Madagascar	5 393

7. Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers au 31 mars 2023 du Groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité des sociétés du Groupe à poursuivre leur exploitation.

8. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait à donner des indications de rémunérations individuelles.